



Lettre d'Europe du Sud-Est

1^{er} semestre 2022 – édition n°60

Présidence Française du Conseil de l'Union Européenne (PFUE) : des ambitions et des réponses concrètes face à l'urgence des défis

La crise énergétique qui frappe l'Union européenne vient souligner l'urgence qui s'attache à la mise en œuvre des grands objectifs portés par la Présidence Française du Conseil de l'Union Européenne, soucieuse d'accroître la souveraineté et l'indépendance de l'Europe, de relancer l'économie grâce à une stratégie résolue d'investissements, notamment dans les transitions verte et numérique, de renforcer la cohésion sociale, la solidarité et la sécurité, qu'il s'agisse du droit du travail, de la fiscalité ou de la lutte contre la criminalité financière. Sur tous ces volets, la PFUE veillera à faire progresser la négociation de textes législatifs européens examinés par le Conseil et par le Parlement Européen et à faire aboutir certains projets prioritaires pour la consolidation, dès 2022, de la construction européenne, dont :

- l'instauration d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, compatible avec les règles de l'OMC et visant à appliquer un prix-carbone aux importations de quatre secteurs -production de fer et d'acier, ciment, fertilisants, aluminium et électricité- qui présentent des risques élevés de délocalisation (fuites de carbone) ;
- la transposition par l'UE de l'accord conclu (pilier II) en décembre dernier à l'OCDE sur l'imposition minimale à 15% des multinationales ;
- l'adoption d'un cadre numérique européen qui permette de conduire les plateformes en ligne à plus de transparence et de responsabilité sociétale; ce texte constituera aussi un progrès pour les entreprises qui pourront bénéficier de la concurrence entre grandes plateformes, dont l'interopérabilité sera garantie ;
- un accord sur la directive pour des salaires minimums adéquats, qui, sans rigidifier les niveaux de rémunération, devrait stimuler la productivité en favorisant la convergence sociale vers le haut, ainsi que des progrès pour réduire les inégalités salariales entre femmes et hommes, et pour protéger les travailleurs des plateformes numériques ;
- la création d'une Autorité Européenne de Lutte contre le Blanchiment et contre le Financement du Terrorisme, disposant d'un pouvoir de supervision directe sur les opérations transfrontalières.

Plusieurs réunions importantes rythmeront la PFUE :

- un Sommet européen des chefs d'Etat et de gouvernement se tiendra les 10 et 11 mars afin de «*bâtir une nouvelle prospérité européenne*», en tenant compte de l'expérience de la pandémie de Covid-19, exigeant «*plus d'investissement, plus de justice et plus d'innovation*». Toutes les politiques à mener pour préparer l'Europe aux défis de 2030 y seront examinées, qu'il s'agisse des politiques fiscales, budgétaires, des soutiens à l'industrie, de la croissance, des investissements, des nouvelles technologies, de la transition verte. Le financement de l'innovation, de même que la prévention des inégalités climatiques et numériques seront aussi à l'ordre du jour du Sommet.
- Le Conseil européen des 24 et 25 mars adoptera la 'boussole stratégique', destinée à guider la politique européenne de défense et de sécurité à horizon 2030, afin de rendre l'Union européenne plus capable, plus autonome et plus souveraine.
- Une Conférence sur les Balkans Occidentaux, en juin, consécutive à la Conférence sur l'avenir de l'Europe, car comme l'a rappelé le Président de la République¹, «*les Balkans occidentaux sont, par leur géographie comme par l'histoire, au cœur du continent européen. Ils rappellent tout à la fois la précarité de la paix et la force de notre union. C'est pourquoi, nous avons à leur donner de manière plus claire, lisible, volontariste, des perspectives sincères d'adhésion (...). Il nous faut donc réinventer à la fois les règles de fonctionnement et la géographie de notre Europe*».

Pour résumer, une PFUE placée en tous points sous le signe de «*l'effort créateur*» cher à Robert SCHUMANN².

Florence Dobelle, Cheffe du Service Économique Régional 'Danube-Balkans'

¹ Extraits du discours du Président de la République devant le Parlement Européen, (19 janvier 2022)

² Déclaration du 9 mai 1950 "La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent ».

Sommaire

| | |
|--|----------|
| Éditorial | 1 |
| Sommaire | 2 |
| La soutenabilité des dettes publiques dans la région Danube-Balkans | 3 |
| I. Maîtrise de l'endettement public, malgré les crises..... | 3 |
| II. Critères de soutenabilité des dettes publiques | 4 |
| III. Importance des soutiens financiers internationaux et européens | 5 |
| IV. Projections et évolutions des dettes publiques | 6 |
| Le tourisme dans la région Danube-Balkans | 8 |
| 1. Le secteur contribue à une part importante, mais variable, du PIB et de l'emploi régional..... | 8 |
| 2. Un tourisme principalement européen et frontalier, mais qui se développe en dehors des frontières du Vieux Continent | 9 |
| 3. Un tourisme varié, de plus en plus compétitif, notamment en matière de prix, de sécurité, de santé..... | 9 |
| 4. Des synergies sectorielles et régionales insuffisamment exploitées, notamment dans les Balkans occidentaux | 9 |
| 5. Présence française et opportunités | 10 |
| | |
| <i>Albanie</i> | 11 |
| <i>Bosnie-Herzégovine</i> | 12 |
| <i>Bulgarie</i> | 13 |
| <i>Croatie</i> | 14 |
| <i>Kosovo</i> | 15 |
| <i>Macédoine du Nord</i> | 16 |
| <i>Monténégro</i> | 17 |
| <i>Roumanie</i> | 18 |
| <i>Serbie</i> | 19 |

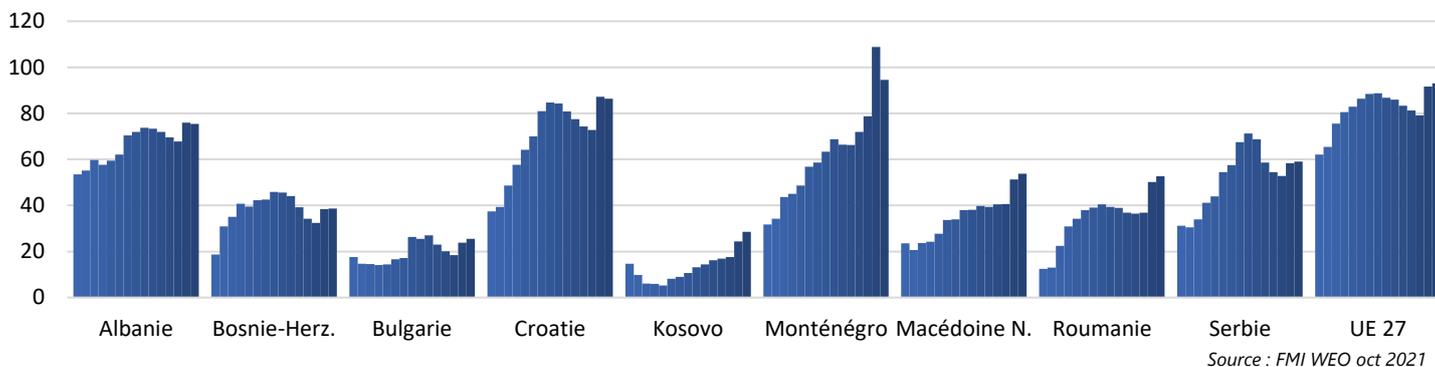
La soutenabilité des dettes publiques dans la région Danube-Balkans

I. Maîtrise de l'endettement public, malgré les crises

A. Des profils hétérogènes

Avant la crise financière de 2008, l'ensemble des pays de la région Danube-Balkans a connu une phase de désendettement (- 10,5 pp en moyenne entre 2005 et 2007) avec un ratio de dette publique sur PIB de 26,8 % en 2007. À partir de 2008, la chute des recettes publiques (-3,3 pp entre 2007 et 2011), conjuguée à la rigidité des dépenses ont accru les déficits publics et relevé le niveau d'endettement à 47,7 % du PIB en moyenne en 2017. À compter de cette date, les pays de la région ont débuté une stratégie de désendettement qui a permis de ramener la dette publique à 46,4 % en 2019 (contre une moyenne de l'UE de 79,2 %).

Graphique 1 : Evolution des dettes publiques 2007-2021 en % du PIB



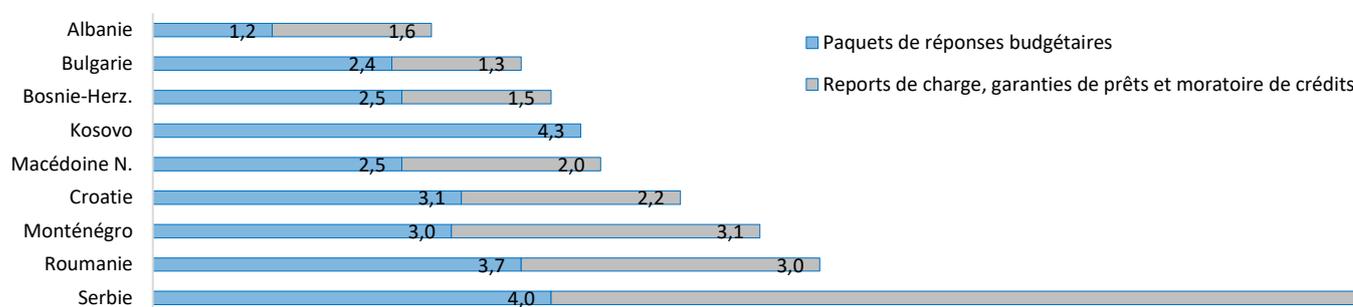
Le graphique 1 permet de dégager trois grands ensembles de profils de pays jusqu'en 2019 avant la crise sanitaire :

- **Les pays à orthodoxie budgétaire** - contraints soit par un système de caisse d'émission comme en Bulgarie où la dette publique représentait 18,4 % du PIB en 2019, et en Bosnie-Herzégovine (32,4 %), soit par un régime monétaire de change *de facto* fixe ancré à l'euro comme en Macédoine du Nord (40,6 %), ou par une règle fiscale imposant un plafond sur le déficit public comme au Kosovo (17,6 %).
- **Les pays dont l'endettement était relativement modéré** en 2019 : Roumanie (36,8 % du PIB) et Serbie (52,8 %).
- **Les pays plus endettés** : Albanie (67,8 % du PIB en 2019), Croatie (72,8 %), et Monténégro (78,7 %).

B. Un choc exogène commun qui a exacerbé les vulnérabilités

La crise sanitaire débutée en mars 2020 a eu des répercussions majeures sur l'ensemble des économies de la région qui ont en moyenne connu une récession de -5,5 % du PIB en 2020. Des disparités notables se sont cependant dessinées selon le degré de vulnérabilité externe des économies (dépendance au tourisme et aux revenus de la diaspora) et de l'ampleur des réponses budgétaires apportées par les pouvoirs publics (cf. graphique 2). La Croatie et le Monténégro, ont fait face aux récessions les plus importantes en 2020 (respectivement -3,1 % et -3,0 % de leur PIB 2019), où le tourisme contribue indirectement à ¼ du PIB. L'Albanie, très dépendante du tourisme également (¼ du PIB), n'a cependant connu qu'une récession de -3,3 % du PIB), notamment en raison du poids de l'agriculture (18 % du PIB en 2019) et de la croissance du secteur de la construction (+8,0 %) après le séisme de novembre 2019. Au Kosovo, grâce à la solidarité de la diaspora, la récession s'est limitée à -4,9 %. En Macédoine du Nord, elle a atteint -4,5 % du PIB. Moins dépendante du tourisme et disposant de bases industrielles, la Serbie a enregistré une récession de -1,0 %, avec une ample réponse de l'Etat face à la crise.

Graphique 2 : Paquets de réponses budgétaires, garanties de prêts et moratoires de crédits en 2020

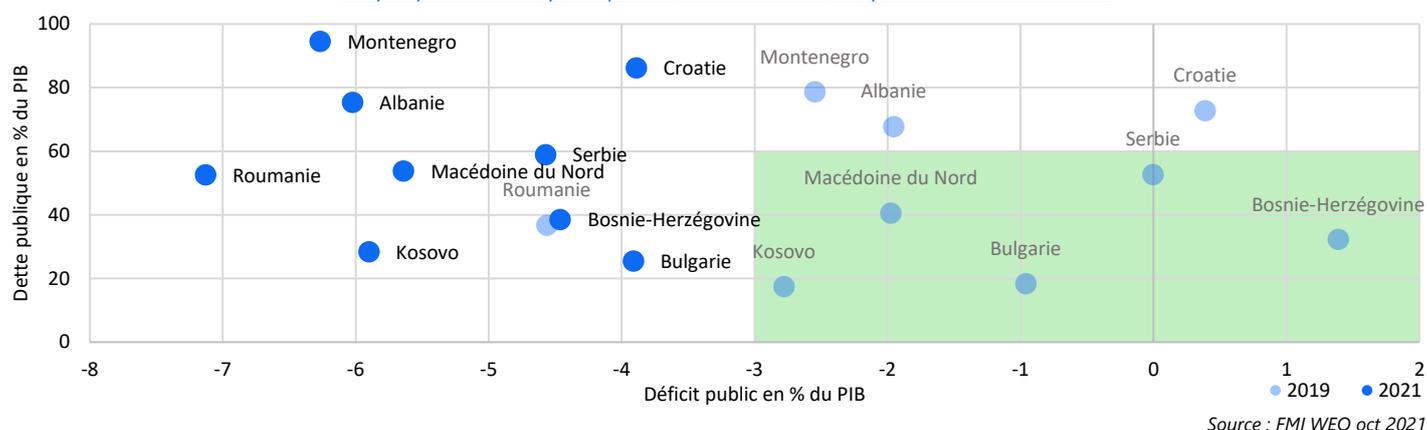


Source : ERP et CP 2021-2023

Sous l'effet conjugué de la baisse du PIB, des stabilisateurs automatiques et des dépenses exceptionnelles pour soutenir l'emploi et la santé, les déficits publics se sont creusés en moyenne à -7,2 % du PIB en 2020. Le ratio de dette publique sur PIB a augmenté de +11,1 pp dans la région, pour atteindre 57,5 % du PIB en moyenne. Fin 2021, l'Albanie, la Bulgarie, le Kosovo, la Roumanie et la Serbie ont recouvré leur niveau de PIB pré-crise ; les autres pays devraient y parvenir en 2022, et le Monténégro en 2023.

Aussi, les niveaux de dettes publiques commencent-ils à se résorber sous l'effet de la reprise économique et ne représentent-ils en moyenne que 57,3 % du PIB (cf. graphique 3).

Graphique 3 : Dette publique en fonction du déficit public en 2019 et 2021



Le graphique 3 montre que la crise sanitaire a eu un impact similaire sur les dettes publiques pour l'ensemble des pays de la région : en 2021, les dettes publiques ont augmenté de manière significative (+10,7 pp en moyenne) tandis que les déficits publics se sont dégradés (-3,9 pp en moyenne) pour tous les pays par rapport à 2019.

II. Critères de soutenabilité des dettes publiques

Coût du financement des dettes publiques

En 2021, le besoin de financement³ moyen dans la région a atteint 11,3 % du PIB, en-dessous du seuil de 15 % recommandé par le FMI.

- Les pays à orthodoxie budgétaire (Bulgarie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine du Nord) et la Serbie maintiennent un besoin de financement moyen de 9,5 % en 2021, après 10,7 % en 2020, la Serbie s'étant approchée du seuil des 15 % en 2020, la Macédoine du Nord s'en approchant en 2021.
- La Roumanie, la Croatie et le Monténégro continuent de présenter un besoin de financement inférieur aux recommandations du FMI, en moyenne de 12,6 % en 2020 et de 11,0 % en 2021.
- Le besoin de financement de l'Albanie, qui représentait 32,4 % du PIB en moyenne sur la période 2010-2018, est tombé à 20,6 % en 2019, 29,2 % en 2020 et 16,9 % en 2021.

Part de la dette publique détenue en devises

La part de la dette publique détenue en devises atteignait 51,8 % du PIB en moyenne dans la région Danube-Balkans en 2020. La Bulgarie, la Macédoine du Nord, la Serbie et la Bosnie-Herzégovine avaient la part la plus importante de dette publique libellée en devises (82 %, 74 %, 69 % et 67 % du PIB respectivement), contre 51 % en Roumanie, 48 % en Albanie, 46 % en Croatie, 22 % au Monténégro et 14 % au Kosovo.

Part de la dette publique détenue par les non-résidents

La part de la dette publique détenue par les non-résidents atteignait 34,5 % du PIB en moyenne dans la région Danube-Balkans en 2020 et représentait ainsi 60 % de la dette publique totale. Le Monténégro avait la part la plus importante de dette publique détenue par les non-résidents (78,8 % de sa dette publique). En Albanie, la part de la dette détenue par les non-résidents ne s'élevait qu'à 34,8 %.

Notations

Certains pays continuent d'être classés par les agences de notation en investissement dits spéculatif (Macédoine du Nord, Serbie), et très spéculatif (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro), ce qui renchérit le coût de financement de l'Etat. Seuls les trois Etats membres de l'UE (Bulgarie, Croatie, Roumanie) ne relèvent pas de la catégorie d'investissements dits spéculatifs. Le Kosovo est le seul Etat de la région qui ne présente pas, à ce stade, de notation souveraine. Dans son dernier article IV le FMI estime qu'une solution pour financer les futures dépenses du gouvernement kosovar serait d'acquiescer une notation sur les marchés internationaux.

Tableau 1 : Notations de la dette par les agences de notation financière en 2021

| | Note d'investissement ⁴ | S&P | Moody's | Fitch |
|---------------------------|------------------------------------|------|---------|-------|
| Albanie | « Très spéculatif » | B+ | B1 | - |
| Bosnie-Herzégovine | « Très spéculatif » | B | B3 | - |
| Bulgarie | « Qualité moyenne inférieure » | BBB | Baa1 | BBB |
| Croatie | « Qualité moyenne inférieure » | BBB- | Ba1 | BBB |
| Kosovo | - | - | - | - |
| Monténégro | « Très spéculatif » | B | B1 | - |
| Macédoine du Nord | « Spéculatif » | BB- | - | BB+ |
| Roumanie | « Qualité moyenne inférieure » | BBB- | Baa3 | BBB- |
| Serbie | « Spéculatif » | BB+ | Ba2 | BB+ |

Source : Standard & Poor's, Fitch, Moody's

³ Le besoin de financement est égal à la somme du solde budgétaire d'un Etat et des amortissements de la dette publique.

⁴ Selon la terminologie unifiée des agences de notation.

Méthodologie

Les actifs et passifs des administrations publiques à une date de référence sont présentés par les comptes nationaux dans un « compte de patrimoine » analogue à un bilan. Il est ici raisonné en dette publique brute, c'est-à-dire la dette égale au total des éléments inscrits au passif du compte de patrimoine des APU à la date de référence du compte. La dette publique nette est, quant à elle, obtenue en soustrayant certains actifs (selon les méthodes de calcul au sens de l'INSEE, d'Eurostat ou de l'OCDE) de la dette brute telle que définie précédemment.

Taux d'intérêts sur les marchés financiers internationaux

Tableau 2 : Dernières émissions d'eurobond (2020-2021)

| | Date de vente | Maturité | Montant (M EUR) | Taux d'intérêt (%) |
|-----------------------------|----------------|----------|-----------------|--------------------|
| Albanie | Juin 2020 | 7 | 650 | 3,650 |
| Albanie | Novembre 2021 | 10 | 650 | 3,750 |
| Bulgarie | Septembre 2020 | 10 | 1 250 | 0,375 |
| Croatie | Février 2021 | 12 | 1 000 | 1,125 |
| Croatie | Février 2021 | 20 | 1 000 | 1,750 |
| Monténégro | Décembre 2020 | 7 | 750 | 2,875 |
| Macédoine du Nord | Mars 2021 | 7 | 700 | 1,625 |
| Roumanie⁵ | Avril 2021 | 12 | 2 000 | 2,000 |
| Roumanie | Avril 2021 | 20 | 1 500 | 2,750 |
| Roumanie | Juillet 2021 | 9 | 2 000 | 2,000 |
| Roumanie | Juillet 2021 | 20 | 1 500 | 3,200 |
| Serbie | Septembre 2021 | 15 | 750 | 2,050 |

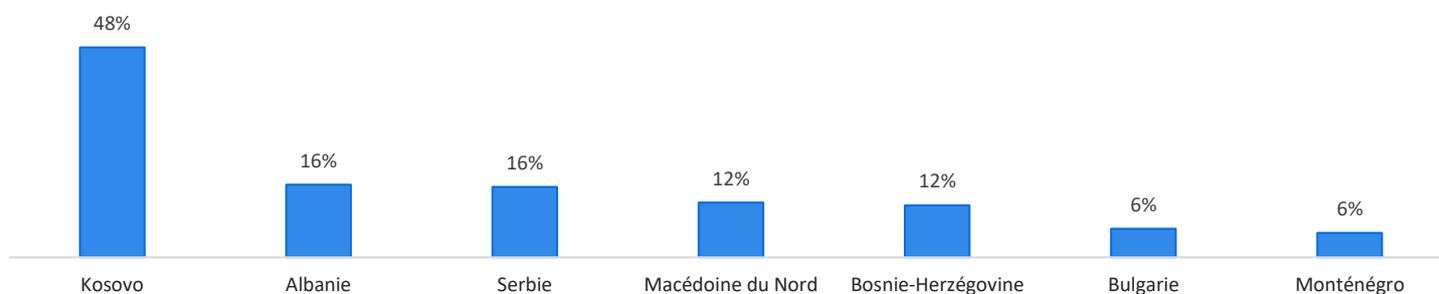
Source : Banques Centrales

À noter que la Serbie a émis un eurobond vert d'un montant d'1 milliard d'euros (maturité 7 ans, taux d'intérêt 1%) le 16 septembre 2021 afin de financer des projets de protection de l'environnement et d'atténuation des changements climatiques.

III. Importance des soutiens financiers internationaux et européens

Les eurobonds représentent la proportion la plus importante de l'endettement extérieur des pays de la région, suivis par les prêts des IFI's et de l'UE, à l'exception de la Bosnie-Herzégovine et du Kosovo où les IFI's et l'UE détiennent l'essentiel de la dette publique externe⁶. Les financements octroyés aux Balkans occidentaux par la BERD, la BEI et la Banque mondiale ont représenté, en moyenne et selon les pays, 1,1 % à 2,2 % du PIB en 2019.

Graphique 4 : Part des stocks de dettes publiques détenues par la Banque mondiale en 2019



Source : Banque mondiale

Face à la pandémie, les institutions internationales sont intervenues massivement pour fournir des liquidités et des financements à ces pays (60 % en provenance de l'UE, 30 % du FMI et 10 % de la Banque mondiale) ; il convient de relever que si de grandes puissances telles que la Chine et la Russie ont fourni de l'aide médicale, elles n'ont pas octroyé de financement bilatéral en réponse à la pandémie.

Cependant, la part de dette publique externe détenue par la Chine est en progression dans les Balkans occidentaux (troisième ou quatrième créancier selon les pays, à l'exception de l'Albanie qui n'a pas contracté de prêt auprès de la Chine). Le montant des prêts octroyés par la Chine atteint 21 % du PIB 2020 du Monténégro, 8 % en Macédoine du Nord, 7 % en Serbie et 3 % en Bosnie-Herzégovine.

Droits de tirage spéciaux et le rapid financing instrument (RFI) du FMI

En août 2021, le FMI a approuvé la plus importante allocation de droits de tirage (DTS) de son histoire (650 Mds DTS), les Balkans occidentaux étant crédités de 1,5 Mds EUR. Au 23 août 2021, les DTS s'élèvent à 133,5 DTS en Albanie, 254,2 en Bosnie-Herzégovine, 79,2 au Kosovo, 58,0 au Monténégro, 134,5 en Macédoine du Nord et 627,6 en Serbie. Cet appui fournit des liquidités supplémentaires, des suppléments de réserves internationales et réduit les risques liés à la balance des paiements.

Rappelons que dès le début de la crise sanitaire, le FMI avait attribué, dès avril 2020, un soutien financier d'urgence pour un montant global de 810 M€ (174 M€ pour l'Albanie, 333 M€ pour la Bosnie-Herzégovine, 52 M€ pour le Kosovo, 177 M€ pour la Macédoine du

⁵ En 2020, la Roumanie a émis des eurobonds pour un total de 11,3 Mds EUR.

⁶ Le Kosovo n'a pas encore décidé d'accéder aux marchés internationaux et la Bosnie-Herzégovine que très partiellement.

Nord, 74 M€ pour le Monténégro), de même que la Banque Mondiale qui a, pour sa part, soutenu à hauteur de 263 M€ les dépenses de santé dans les Balkans occidentaux.

Soutiens et Assistance macrofinancière (AMF) de l'UE

Afin de répondre à la crise, l'UE a renforcé son appui à travers un paquet global de 3,3 Mds € composé de subventions et de prêts assortis de conditionnalités. Cette enveloppe a inclus une réallocation des fonds d'Assistance des Instruments de Pré-Adhésion (882 M€), des prêts de la BEI (1,7 Md €), ainsi que 750 M€ d'assistance macro-financière, assortis de conditionnalités liées à l'amélioration de la gouvernance publique. Fin 2021, 4 pays ont bénéficié pleinement de l'AMF de l'UE : l'Albanie (180 M€), la Macédoine du Nord (160 M€), le Kosovo (100 M€) et le Monténégro (60 M€). La Bosnie-Herzégovine, dont l'AMF est de 250 M€, a reçu la première tranche de 125 M€ en octobre 2021. La Serbie est le seul pays qui a délibérément fait le choix de ne pas demander ni l'AMF ni le soutien du FMI.

Accès aux liquidités par la BCE

La Banque Centrale Européenne (BCE) a décidé le 4 février 2021 de prolonger la durée des lignes de swap et de repo ouvertes avec les Banques centrales des pays hors zone euro. Ainsi ces lignes resteront ouvertes pour l'Albanie, la Croatie, la Macédoine du Nord, la Roumanie et la Serbie jusqu'à mars 2022. Pour rappel, le montant des lignes de swap est de 2 Mds EUR pour la Croatie. Le montant des lignes repo sont de 4,5 Mds EUR pour la Roumanie, 1 Md EUR pour la Serbie et 400 M EUR pour l'Albanie et la Macédoine du Nord.

Dons de l'UE pour les Balkans occidentaux

En octobre 2020, la Commission européenne a adopté un plan économique et d'investissement global pour les Balkans occidentaux d'un montant de 9 milliards d'euros de dons sur la période 2021-2027 sur fonds IPA III. Il vise à stimuler la reprise économique à long terme de la région, à soutenir une transition verte et numérique, et à encourager l'intégration régionale et la convergence avec l'Union européenne. La contribution de la mise en œuvre de ce plan pourrait représenter selon les pays et les projets 7 % à 19 % du PIB de 2019 de ces Etats.

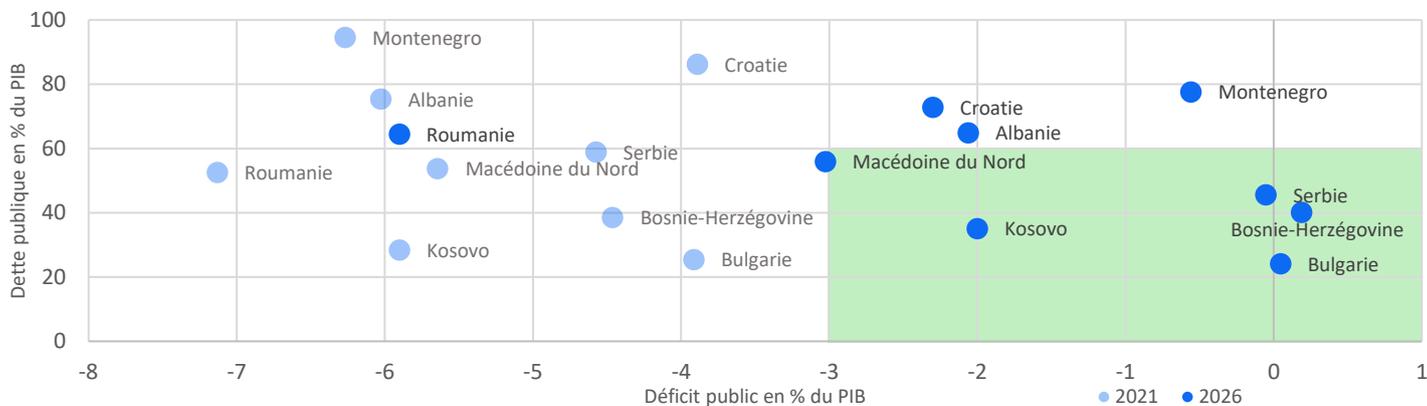
Fonds de reprise et de résilience (RFF) pour les membres de l'UE

Pour les Etats membres de l'UE, le fonds de Relance et de Résilience a permis de doter la Croatie de 6,3 Mds € (12,8 % PIB 2020), la Bulgarie de 6,3 Mds € (10,4 %), et la Roumanie de 14,2 Mds € (6,5 %) pour financer leurs plans de relance nationaux qui s'élèvent à 6,4 Mds €, 10,7 Mds € et 29,2 Mds € respectivement.

IV. Projections et évolutions des dettes publiques

A. Projections

Graphique 5 : Dette publique en fonction du déficit public en 2021 et 2026

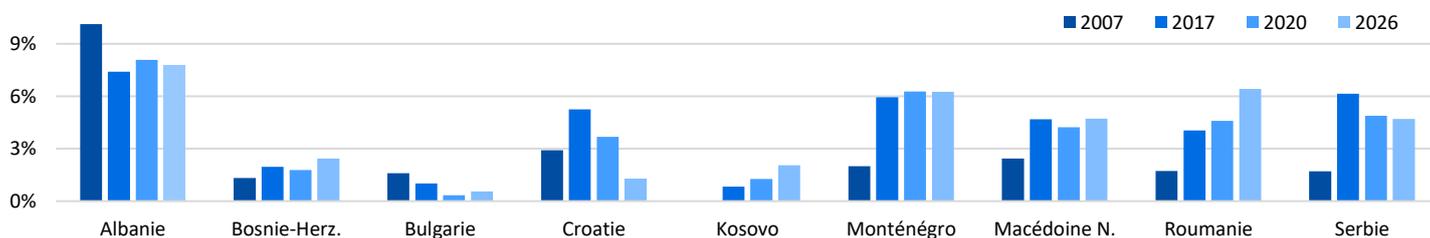


Source : FMI WEO oct 2021

La Roumanie est le seul pays qui verrait son niveau d'endettement augmenter (passant de 52,6 % en 2021 à 64,5 % en 2026), principalement en raison de déficits budgétaires qui ne se résorberaient que lentement à moyen terme (-5,9 % en 2026).

La charge des intérêts en 2026 serait supérieure pour tous les pays à leur niveau de 2020, et elle augmenterait en moyenne de 1,0 pp. Le Kosovo, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Macédoine du Nord et la Roumanie connaîtraient en 2026 les plus hauts niveaux de charges d'intérêts depuis 2007.

Graphique 6 : Projections de la charge des intérêts en % des revenus



Source : FMI WEO oct 2021

B. Marges de manœuvre budgétaires existantes

L'économie informelle, qui représente encore 1/3 du PIB dans la région, prive les Etats de recettes substantielles. Cependant, ces pays peuvent, grâce à plusieurs leviers d'action, les augmenter :

- Le niveau des prélèvements obligatoires y est relativement faible par rapport à l'UE⁷, en particulier en Roumanie (32,8%), Albanie (26,3%), Kosovo (25,4 %) et Macédoine du Nord (30,2 %).
- Les écarts de collecte de TVA⁸ sont souvent importants, jusqu'à plus d'1/3 en Roumanie.
- Dans les Balkans occidentaux, les droits d'accises restent souvent faibles.
- Les revenus tirés des concessions ne font pas l'objet des actualisations systématiques nécessaires.

Des mesures telles que la systématisation de la numérisation de la collecte fiscale, l'indexation sur l'inflation des droits d'accises, peuvent être envisagées. Pour plusieurs pays, dont les recettes fiscales sont inférieures à 1/3 du PIB, le FMI recommande à juste titre la mise en œuvre de Stratégies de moyen terme sur les revenus (MTRS -*Medium Term Revenue Strategy*).

Concernant les dépenses publiques de fonctionnement, les Etats disposent aussi de marges d'optimisation, sachant que :

- Il n'existe que peu de grilles salariales pour le secteur public.
- Le ciblage des dépenses sociales sur les foyers qui en ont le plus besoin reste dans l'ensemble insuffisant.

Parmi les leviers d'amélioration de l'efficacité sur les dépenses publiques d'investissement, les IFI's et l'UE recommandent :

- Des évaluations *ex ante* et *ex post* des investissements publics conformément aux recommandations des programmes PIMA (*Public Investment Management Assessment*) du FMI, incluant les partenariats publics-privés (PPP).
- La numérisation systématique des marchés publics afin d'en assurer la transparence et leur connexion au registre central des bénéficiaires effectifs.
- Une soumission systématique des SOEs aux règles de passation des marchés publics et de leur gouvernance conformément aux recommandations de l'OCDE.

La mise en place d'un cadre budgétaire institutionnel transparent (indépendance du conseil budgétaire et de l'institut des statistiques, fiabilité des contrôles comptables internes et qualité de l'audit, régularité des rapports transmis au parlement, intégrité des marchés publics, réalité de la lutte anticorruption...) devrait favoriser l'efficacité des leviers de maîtrise budgétaire.

Bibliographie

- Country, I.M.F. (2018). Albania: 2018 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Albania.
- Country, I.M.F. (2020). Bosnia and Herzegovina: 2020 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Bosnia and Herzegovina.
- Country, I.M.F. (2020). Bulgaria: 2020 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Bulgaria.
- Country I.M.F. (2021). Republic of Croatia: 2021 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Croatia.
- Country I.M.F. (2021). Republic of Kosovo: 2020 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Republic of Kosovo.
- Country I.M.F. (2019). Montenegro: 2019 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Montenegro.
- Country I.M.F. (2019). Republic of North Macedonia: 2019 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for the Republic of North Macedonia.
- Country I.M.F. (2021). Romania: 2021 Article IV Consultation-Press Release and Staff Report.
- Country I.M.F. (2021). Republic of Serbia: 2021 Article IV Consultation and Request for a 30-Month Policy Coordination Instrument
- Debrun, X., Ostry, J. D., Willems, T., & Wyplosz, C. (2019). Public debt sustainability.
- UniCredit. (2021, April 27). Western Balkans: The burden of China's lending to governments.
- Recoveries, M. D. (2021, October). World Economic Outlook. *International Monetary Fund*.
- Koczan, Z. (2015). Fiscal deficit and public debt in the Western Balkans: 15 years of economic transition. *International Monetary Fund*.

⁷ La moyenne dans l'UE est de 46,3 % du PIB en 2020.

⁸ L'écart moyen dans l'UE est de 11% en 2018.

Le tourisme dans la région Danube-Balkans

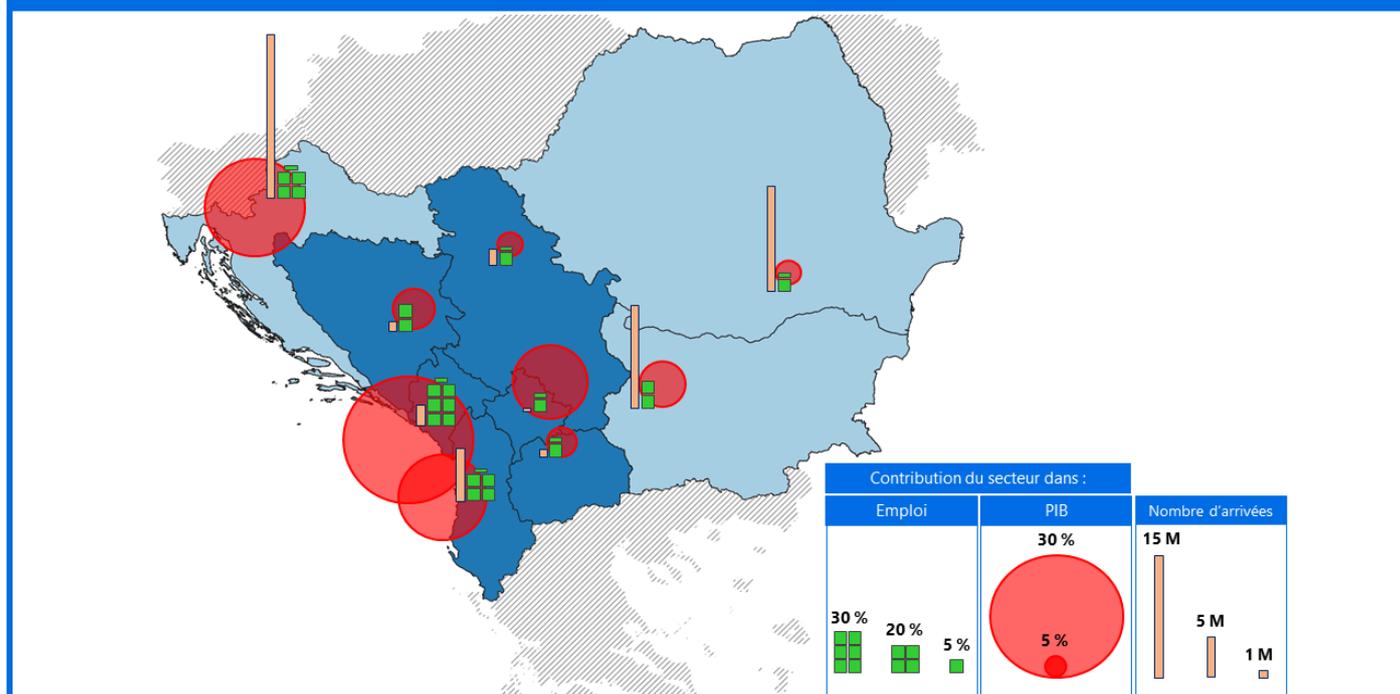
1. Le secteur contribue à une part importante, mais variable, du PIB et de l'emploi régional

Le tourisme occupe une place variable dans les économies de la région, où se dégagent trois profils de pays :

- Les pays ouverts sur la mer Adriatique et dont l'économie est largement tournée vers le tourisme, qui contribuait, en 2019, à plus de 20 % de leur PIB et de leur emploi (contre 9,5 % du PIB et 11,2 % de l'emploi en moyenne dans l'UE) : le Monténégro (30,9 % du PIB), la Croatie (22,2 %) et l'Albanie (20,5 %). Marqué par une forte saisonnalité (75 % des nuitées ont lieu en juillet, août et septembre au Monténégro), le tourisme y est principalement international (96 % au Monténégro ; 92 % en Croatie) et balnéaire.
- Les pays ayant une dépendance modérée au tourisme : la Bulgarie, la Roumanie, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie (entre 6 % et 11 % du PIB en 2019). La Roumanie et la Serbie se caractérisent par un tourisme essentiellement domestique (82 % des nuitées en Roumanie ; 60 % en Serbie), tandis que le tourisme international, notamment frontalier, occupe une place de plus en plus importante en Bulgarie (de Roumanie), et en Bosnie-Herzégovine (de Croatie et de Serbie).
- Les pays dont le tourisme est issu de la diaspora et des pays frontaliers : le Kosovo, et dans une moindre mesure, la Macédoine du Nord (respectivement de l'ordre de 6 % et 18 % du PIB en 2019). La contribution totale réelle du tourisme au Kosovo est difficile à estimer, mais le FMI estime que les flux liés à la diaspora (remises migratoires, tourisme, investissements immobiliers) ont représenté 44 % du PIB en 2021, dont environ 18 pp de PIB lié au tourisme.

Si, en 2020, l'activité touristique a été fortement perturbée par la chute des arrivées de touristes étrangers et par les restrictions régionales et internes de déplacements, les paquets de mesures d'urgence (mesures budgétaires, chômage partiel, chèques vacances, prêts et garanties) ont permis d'atténuer l'impact de la crise sanitaire sur l'emploi du secteur dans l'ensemble des pays de la région. Malgré les variants, la reprise de l'activité a été soutenue en 2021, notamment au Monténégro, en Albanie et au Kosovo - seul pays d'Europe à connaître une hausse du nombre de visiteurs en 2021 par rapport à 2019, sous l'effet du « rattrapage » des voyages de la diaspora annulés dans le cadre des restrictions sanitaires.

Contribution totale (directe, indirecte, induite) du secteur touristique dans l'économie régionale et nombre d'arrivées (2019)



Source : Cartographie du SER, à partir des données du WTTC et de la Banque mondiale. Pour le Kosovo, données estimées par le SER (FMI, institut statistiques).

Rappel méthodologique du concept de « contribution totale » (PIB, emploi) du secteur touristique par le WEF, qui inclut :

La contribution directe du secteur

- Dépenses dans le secteur du tourisme (hébergement, restauration, commerce de détail, services culturels, de transport et de divertissement), i.e. les dépenses totales par les résidents et non-résidents pour des finalités professionnelles ou de loisir ;
- Dépenses gouvernementales 'directes' touristiques (musées, parcs nationaux, etc.) ;
- **La contribution directe reflète ainsi les dépenses des résidents dans des services touristiques, les dépenses des entreprises pour les voyages d'affaires, les exportations de services touristiques ainsi que les dépenses gouvernementales directes.**

La contribution indirecte du secteur

- Dépenses d'investissement dans des immobilisations touristiques et dans des infrastructures touristiques, mais également des investissements par des entreprises touristiques dans des immobilisations non-touristiques ;
- Dépenses gouvernementales « collectives », qui ont une incidence sur le secteur (aviation, services de sécurité, etc.) ;
- Achats réalisés par les entreprises du secteur (nourriture, services de nettoyages, services IT, carburants).

La contribution induite du secteur

La contribution induite du tourisme mesure le PIB et les emplois soutenus **par les dépenses des personnes directement et indirectement employées** dans le secteur touristique.

2. Un tourisme principalement européen et frontalier, mais qui se développe en dehors des frontières du Vieux Continent

Dans les 3 Etats membres de la région Danube-Balkans (Bulgarie, Croatie, Roumanie), le tourisme est majoritairement issu de l'Union européenne, notamment en Croatie (80 % des nuitées), et l'arrivée des touristes par transport aérien, bien que minoritaire, se développe avec l'ouverture de nouvelles lignes low-cost et charter (17 % des arrivées en Croatie).

Dans les pays des Balkans occidentaux, le tourisme intrarégional, frontalier et routier prévaut, en particulier au sein de la zone albanophone. En Albanie, les touristes issus du Kosovo, de Macédoine du Nord et du Monténégro représentaient ainsi plus de 72 % des arrivées en 2020, tandis que les touristes albanais sont au premier rang des touristes au Kosovo (19 % des nuitées en 2019). La part de visites pour motif « familial/amical » est également très élevée dans la zone albanophone, représentant environ 80 % des voyages au Kosovo, 56 % en Albanie et 29 % en Macédoine du Nord. Aussi l'origine des touristes internationaux au Kosovo témoigne-t-elle de la localisation de la diaspora, établie en Allemagne (12 % des nuitées), en Suisse (8 %), aux Etats-Unis (6 %) et en Italie (3 %).

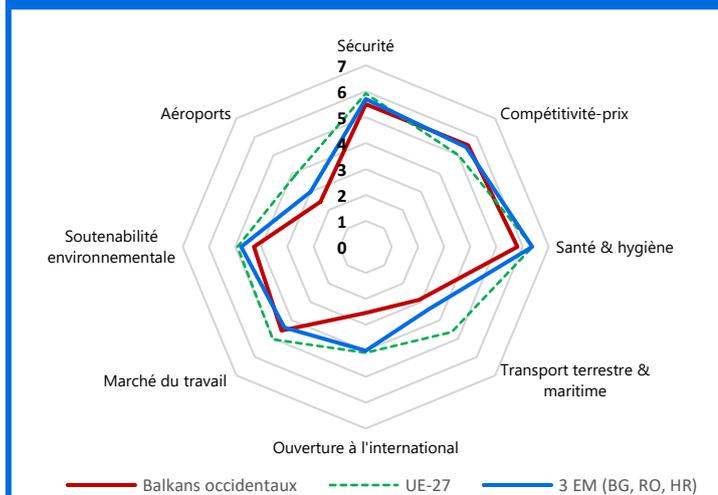
Si l'origine des touristes est diversifiée au Monténégro, où le tourisme international représentait près de 96 % des nuitées en 2019, les touristes russes (25 % des nuitées) et serbes (21 %) y sont, de loin, les premières nationalités représentées.

Avec l'essor du transport aérien et la signature d'accords d'exemption de visa, le tourisme international issu du Proche- et Moyen-Orient et d'Asie se développe, notamment en Bosnie-Herzégovine, en Serbie et en Croatie. Les Chinois étaient ainsi, en 2019, les deuxièmes touristes internationaux en termes de nuitées en Serbie (7 %). En Bosnie-Herzégovine, les Saoudiens (7 % des nuitées ; 3^e rang), les Chinois (5 % ; 5^e), les Turcs (5 % ; 8^e) et les Emiratis (4 % ; 10^e) font partie des 10 nationalités les plus représentées parmi les touristes internationaux.

3. Un tourisme varié, de plus en plus compétitif, notamment en matière de prix, de sécurité, de santé

Dotée d'un riche patrimoine naturel, culturel et historique (48 sites inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO), la région Danube-Balkans gagne en attractivité chaque année. Le nombre d'arrivées dans les Balkans occidentaux enregistré ainsi une croissance moyenne annuelle de +11,5 % entre 2010 et 2019, tirée par l'amélioration de la connectivité et de l'image de marque des pays de la région.

Scores aux principales composantes de l'indice compétitivité du WEF en 2019 (score de 0 à 7, 7 étant la meilleure note)



L'offre régionale de tourisme est fournie et diversifiée : tourisme balnéaire (littoral de la mer Noire et adriatique, îles croates), de montagne (Carpates, Alpes Dinariques, massif du Durmitor, Grand Balkan, etc.), sportif (stations de ski en Bulgarie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord, Serbie, Monténégro, etc.), de chasse et pêche, culturel, religieux (pèlerinages en Bosnie-Herzégovine), thermal, lacustre (lacs d'Ohrid et de Prespa), archéologique (par exemple en Albanie, Macédoine du Nord, Serbie et au Kosovo), médical (soins dentaires), ornithologique (notamment dans le delta du Danube), rural et agricole.

La région présente en outre des avantages compétitifs robustes en matière de compétitivité-prix (coût moyen journalier d'un voyage estimé à 29 EUR en Serbie, 42 EUR en Albanie), composante où elle dépasse, en moyenne, les pays de l'Union européenne selon l'indice compétitivité du WEF, mais également en matière de santé, de sécurité et de soutenabilité environnementale touristique.

Les infrastructures de transport, si elles se sont significativement améliorées, demeurent insuffisantes (notamment le rail) et freinent la compétitivité du secteur. La région manque en outre de main-d'œuvre qualifiée, et souffre de la faible priorité éducative et stratégique donnée aux formations d'hôtellerie-restauration, souvent peu professionnalisantes.

4. Des synergies sectorielles et régionales insuffisamment exploitées, notamment dans les Balkans occidentaux

A l'exception de l'Albanie et du Monténégro, la priorité stratégique accordée au tourisme demeure relativement faible dans les Balkans occidentaux. Le Kosovo et la Bosnie-Herzégovine n'ont pas encore adopté de stratégie nationale relative au tourisme.

Selon l'OCDE, le progrès réalisés, depuis 2018, par les pays des Balkans occidentaux dans l'adoption d'une approche stratégique intégrée sont « modérés » – la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo et la Macédoine du Nord ayant obtenu la note minimale de 1 sur 5 en matière de coopération verticale et de gouvernance. L'absence d'articulation avec les autres stratégies, notamment digitale, éducative, agricole, de diaspora et de transport ne permet pas d'exploiter pleinement les synergies entre les secteurs : développement de l'agrotourisme, infrastructures de transport en lien avec de nouvelles activités touristiques et destinations, création de systèmes d'information, mise en place de formations professionnelles et de programmes universitaires dans le domaine de l'hôtellerie restauration, programmes touristiques spécifiques à destination de la diaspora, etc.

Les pays des Balkans occidentaux peinent à faire leur promotion à l'international et à développer une image de marque nationale et régionale forte (sauf le Monténégro et l'Albanie). Malgré des sites touristiques transfrontaliers (lac d'Ohrid) et des fortes proximités culturelles et historiques, le tourisme intrarégional n'est pas inclus dans les stratégies nationales et est découragé par la faible connectivité (notamment ferroviaire) et les temps d'attente aux frontières. Un projet du Conseil de coopération régionale

(RCC), financé par l'UE (5 M EUR), vise, à ce titre, à remédier à la fragmentation de l'offre touristique régionale, via la création et la promotion de plusieurs circuits touristiques intrarégionaux : « [Les Balkans occidentaux, à la croisée des civilisations](#) », « [le circuit des monuments des Balkans](#) » (BMT), « [Via Dinarica](#) ».

5. Présence française et opportunités

La présence française dans le secteur de l'hôtellerie-restauration (groupe Accor) et dans le secteur des infrastructures (concession des aéroports de Sofia, Belgrade, Zagreb, Skopje et Pristina) est un vecteur d'opportunités pour d'autres entreprises, notamment dans les secteurs des équipements, du commerce de détail, de la restauration, des services, etc.

Les projets des IFIs, notamment de la BERD et de la BEI, et les PNRR bulgare, croate et roumain, qui incluent des composantes ayant trait au tourisme et au transport (solutions numériques pour des systèmes d'information publique, infrastructures routières et ferroviaires), peuvent en outre bénéficier, sur appels d'offres, aux entreprises françaises.

Bibliographie

- Behrije RAMAJ-DESKU, & Fatos UKAJ. (2020). The Impact of the Tourism Industry in Kosovo and Albania. *Journal of Environmental Management and Tourism*, XI5(45), 1289-1295.
- Country I.M.F. (2021). Republic of Kosovo: 2020 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Republic of Kosovo.
- D4D (2017). Development of Tourism Through Effective Policies and Legislations Identification of potential steps of tourism policy and legislation reform (No 10). Democracy For Development.
- EC (2021). EU support to Western Balkans in tackling COVID-19. European Commission.
- Kennell (2019). Western Balkans Tourism Policy Assessment and Recommendations. Regional Cooperation Council.
- OECD (2020). OECD Tourism Trends and Policies 2020. OECD Publishing.
- OECD (2021). "Tourism policy (Dimension 15)", in *Competitiveness in South East Europe 2021: A Policy Outlook*. OECD Publishing.
- OECD (2021). *Competitiveness in South East Europe 2021: A Policy Outlook*. Competitiveness and Private Sector Development. OECD Publishing.
- OECD (2021). G20 Rome Guidelines for the future of tourism. OECD Publishing.
- OECD (2021). Managing tourism development for sustainable and inclusive recovery. OECD Publishing.
- RCC (2020). Tourism Development and Promotion project. Regional Cooperation Council.
- UNWTO (2021). International Tourism Highlights: 2020 Edition. World Tourism Organization.
- UNWTO (2021). The Economic Contribution of Tourism and the Impact of COVID-19. Preliminary version. World Tourism Organization.
- WEF (2019). The Global Competitiveness Report. World Economic Forum.
- WEF (2019). The Travel & Tourism Competitiveness Report. World Economic Forum.
- WEF (2019). Travel & Tourism Competitiveness Index. World Economic Forum.
- World Travel & Tourism Council & Oxford Economics. (2021). WTTC Methodology Report.
- World Travel & Tourism Council. (2021). Economic Impact Reports.

Albanie

Le tourisme en quelques indicateurs

| | |
|--|---|
| Contribution totale du secteur dans le PIB (2020 ; 2019) | 10,6 % en 2020 ; 20,5 % en 2019 |
| Contribution totale à l'emploi (2020 ; 2019) | 17,5 % en 2020 ; 21,3 % en 2019 |
| Part du secteur dans les exportations de B&S (2019) | 50,3 % des exportations (2,2 Mds EUR) |
| Classement au WEF Competitiveness Index (2019) | 86 ^e sur 140 (98 ^e sur 136 en 2017) |
| Nombre total d'arrivées (2020 ; 2019) | 2,7 M en 2020 (6,4 M en 2019) |
| Saisonnalité (% arrivées estivales/hivernales en 2019) | 52 % estival, 11 % hivernal |
| Part des voyages ayant un motif familial (2019) | 56,1 % en 2019 |
| Principales destinations touristiques | Riviera (côte sud), Tirana, Korçë |
| Nombre de sites inscrits au patrimoine mondial UNESCO | 4 |

Dotée d'un riche patrimoine naturel, culturel et historique et d'un fort potentiel touristique, l'Albanie est une destination qui se développe (+74 % du nombre d'arrivées en 2019 par rapport à 2014). Les atouts naturels du pays sont nombreux : les Alpes dinariques bordent une côte prisée, notamment la « riviera albanaise » dans la région sud, et offrent un panorama sur plusieurs grands lacs (Shkodra, Koman, Prespa, Ohrid). L'Albanie étant un pays agricole (18,5 % du PIB en 2019), le développement de l'agrotourisme, encadré par plusieurs stratégies, devrait permettre une meilleure intégration économique régionale.

▪ **Compétitivité** : S'il a progressé de 12 rangs depuis 2017 à

l'indice du WEF, le secteur touristique albanais demeure peu compétitif (86^e sur 140), l'ouverture du pays à l'international (116^e), le climat des affaires (109^e) et les infrastructures de transport aérien (105^e) entravant son développement. Le pays est performant en matière de disponibilité d'une main d'œuvre qualifiée (31^e), de sécurité (47^e), et de « priorité stratégique donnée au secteur » (43^e).

- **Principaux indicateurs macroéconomiques et statistiques : Le secteur touristique représente un pan majeur de l'économie albanaise, contribuant à près de 20,5 % du PIB et à 21,3 % de l'emploi en 2019.** La récession enregistrée en 2020 a été moins forte qu'anticipée par les IFIs (-3,3 % du PIB), l'impact de la crise sanitaire ayant été atténué par les mesures d'urgence (mesures budgétaires, chômage partiel) et par la résilience du tourisme intra-régional. La saison estivale de 2021 a été réussie, le nombre d'arrivées ayant progressé de +138 % par rapport à 2020, soit à un niveau proche de l'été 2019 (-4 %).
- **Origine des touristes : Le tourisme international albanaise est, en 2020, majoritairement issu des pays frontaliers, les touristes du Kosovo, de Macédoine du Nord et du Monténégro représentant plus de 72 % des arrivées.** La part de voyages ayant pour motif une visite « familiale ou amicale » est élevée, à hauteur de 56,1 % en 2019, reflétant le poids de la diaspora dans les recettes touristiques du pays. L'entrée sur le territoire par voie terrestre demeure privilégiée par la majorité des touristes (81 % en 2019), mais le transport aérien (12 %) devrait se développer avec l'inauguration, en 2021, de l'aéroport international de Kukës, et la construction de l'aéroport de Vlorë, lancée en novembre 2021. L'aéroport international de Tirana, qui offre des lignes directes, notamment vers l'Italie, l'Autriche, le Royaume-Uni, la Turquie et l'Allemagne, a accueilli 3,3 M de passagers en 2019.
- **Principales destinations touristiques : Le patrimoine culturel et naturel très riche de l'Albanie permet une offre diversifiée en toute saison,** qu'il s'agisse de la capitale Tirana, des villes et plages de la riviera albanaise en été, des villes médiévales, des sites antiques, des nombreux lacs, parcs naturels ou des hautes montagnes au nord du pays : tourisme balnéaire, tourisme de montagne, tourisme de plein air, tourisme archéologique, tourisme de chasse et pêche, tourisme culturel (le pays compte plus de 2000 monuments), tourisme routier (route SH8), etc.

Stratégies sectorielles et investissement

- **Stratégies nationales et coopération interministérielle : La stratégie de développement d'un tourisme soutenable 2019-2023, élaborée par le ministère du Tourisme et de l'environnement, identifie plusieurs obstacles à la concrétisation du fort potentiel touristique du pays,** notamment : (i) le manque de capacités hôtelières de qualité, de chaînes hôtelières internationales réputées, et d'infrastructures touristiques ; (ii) la forte saisonnalité ; (iv) l'informalité ; (v) la qualification du personnel hôtelier ; (vi) la faible digitalisation des systèmes d'information. La stratégie inclut 5 grands objectifs : (i) la promotion et un meilleur ciblage des investissements publics et privés ; (ii) l'amélioration de la qualité des services touristiques (formations professionnelles, mise en place d'un cadre réglementaire, standardisation) ; (iii) l'amélioration et le renforcement de l'image du pays à l'étranger ; (iv) la mise en place de systèmes de gestion des destinations ; (v) le développement des produits touristiques, y-inclus le tourisme rural.
- **Développement de l'agrotourisme : Selon la stratégie susmentionnée, l'agrotourisme est un secteur qui devrait permettre non seulement le développement d'un tourisme soutenable,** mais également la préservation des identités culturelles et locales du pays. Le programme quadriennal « 100 villages albanais », mis en place en 2018, fait le lien entre les problématiques agricoles et de tourisme, et devrait soutenir la création d'un réseau de 27 établissements agrotouristiques et 150 maisons d'hôtes. Un document stratégique, réalisé par l'AASF en 2019 et soutenu par la BERD, fait l'état des lieux du potentiel et des besoins du secteur.
- **Programmes des IFIs : Plusieurs projets de la BERD sont en lien avec le tourisme, notamment :** (i) un programme de développement des infrastructures et du tourisme (60 M EUR) à Berat, Korça, Fier, et Shkodër ; (ii) le financement d'un réseau de plus de 70 km de routes locales et régionales, afin de renforcer l'intégration régionale (50 M USD) ; (iii) la mise en place, en décembre 2021, d'une facilité de 7,1 M EUR, via la banque OTP Albanie, en faveur des entreprises agroalimentaires et du tourisme.

Présence française et étrangères, opportunités d'investissements

- **Présence étrangère : L'Albanie compte 1126 hôtels et 23 chaînes hôtelières, dont 4 chaînes internationales :** Maritim Hotels (190 chambres), le groupe Hilton (143 chambres), le groupe Hotusa (2 hôtels, 65 chambres) et le groupe Best Western (56 chambres).
- **Présence française : Le groupe Accor, présent en Albanie via la marque Mövenpick à Durrës,** souhaite ouvrir un hôtel MGallery d'ici 2024 en coopération le groupe BALFIN, à Palasa, un hôtel Ibis Styles à Tirana en 2022 et un Novotel à Tirana dans un futur proche.
- **Opportunités d'investissement : Selon l'agence de développement de l'investissement albanaise (AIDA), les hôtels « quatre à cinq étoiles, avec statut spécial (investissement supérieur à 50 M EUR)» et les grandes marques hôtelières bénéficient d'une exemption de l'impôt sur les sociétés pendant 10 ans et d'une exonération de la taxe sur les bâtiments.** Ces mêmes établissements et ceux d'agrotourisme sont exemptés de la taxe d'impact d'infrastructures. La TVA est fixée à 6 % pour l'ensemble des établissements d'accueil. Les priorités d'investissements définies par l'agence sont les Alpes dinariques, la riviera, la capitale Tirana et les infrastructures portuaires.

Bosnie-Herzégovine

Le tourisme en quelques indicateurs

| | |
|--|--|
| Contribution totale du secteur dans le PIB (2020 ; 2019) | 3,5 % du PIB en 2020 ; 9,8 % en 2019 |
| Contribution totale à l'emploi (2020 ; 2019) | 8,4 % en 2020 ; 10,5 % en 2019 |
| Part du secteur dans les exportations de B&S (2019) | 14,5 % des exportations (1,0 Md EUR) |
| Classement au WEF Competitiveness Index (2019) | 105 ^e sur 140 (113 ^e sur 136 en 2017) |
| Nombre total de nuitées (2020 ; 2019) | 1,2 M en 2020 (3,4 M en 2019) |
| Saisonnalité (% nuitées estivales/hivernales en 2019) | 36 % estival, 16 % hivernal |
| Part du tourisme intra BO dans tourisme international, hors Kosovo (2020 ; 2019) | 32 % en 2020 ; 11 % en 2019 |
| Part du tourisme international dans total (2020 ; 2019) | 39 % en 2020 ; 72 % en 2019 |
| Principales destinations touristiques | Sarajevo, Mostar, Medjugorje, parcs nationaux, stations de ski |
| Nombre de sites inscrits au patrimoine mondial UNESCO | 4 |

Le secteur touristique en Bosnie-Herzégovine se développe (en 2019 : +138 % du nombre de nuitées depuis 2010). Doté d'un riche patrimoine culturel et naturel, le pays a une offre touristique complète : une capitale multiculturelle, des ponts inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO, des cathédrales, forteresses, mais également plusieurs stations de ski (Jahorina, Bjelasnica, Igman) et 3 parcs nationaux.

▪ **Compétitivité** : Le secteur du tourisme en Bosnie-Herzégovine demeure peu compétitif, en témoigne son classement à l'indice du WEF (105^e sur 140). Le climat des affaires (134^e), la disponibilité et la protection des ressources naturelles (132^e), les infrastructures de transport terrestre et maritime (118^e), l'ouverture à l'international (117^e), les infrastructures de transport aérien (110^e) et la disponibilité

d'une main d'œuvre qualifiée (106^e) constituent les principaux obstacles au développement du secteur. Le pays est performant en matière de santé et d'hygiène (59^e) et de compétitivité-prix (70^e).

- **Principaux indicateurs macroéconomiques et statistiques** : **Malgré le manque de compétitivité du secteur, le tourisme représentait un important pan de l'économie bosnienne en 2019 - contribuant à près de 10 % du PIB et 10,5 % de l'emploi.** Sous l'effet de la crise sanitaire et économique, les arrivées de touristes internationaux, dont les dépenses représentaient 63 % des recettes du secteur en 2019, ont connu une chute de -83 % en 2020 : la valeur ajoutée du secteur a diminué de -66 %, réduisant ainsi sa contribution au PIB à hauteur de 3,5 %.
- **Origine des touristes** : **Le tourisme international (72 % des nuitées en 2019) est principalement alimenté par les pays frontaliers (23 % des nuitées), notamment la Croatie (13 %) et la Serbie (12 %).** Les accords d'exemption de visa et l'ouverture de nouvelles lignes aériennes ont permis l'essor d'un tourisme hors du vieux continent : les Saoudiens (7 % des nuitées ; 3^e rang), les Chinois (5 % ; 5^e rang), les Turcs (5 % ; 8^e rang) et les Emiratis (4 % ; 9^e rang) font ainsi partie des 10 nationalités effectuant le plus de nuitées dans le pays. **Les touristes arrivent principalement par voie terrestre mais la part du transport aérien tend à croître** avec la présence de lignes aériennes low cost (Ryanair, Wizzair) dans les 3 principaux aéroports internationaux du pays (Sarajevo, Tuzla, Banja Luka), l'aéroport international de Mostar ayant un flux de passagers négligeable (0,3 % du total contre 93 % à Sarajevo).
- **Principales destinations touristiques** : **Le patrimoine culturel et naturel riche du pays permet une offre touristique diversifiée en toute saison** : tourisme culturel, tourisme thermal, tourisme de montagne, tourisme de plein air, sportif et d'aventure, tourisme religieux ou encore tourisme de chasse et pêche (nombreuses rivières). Les endroits les plus visités sont Sarajevo et ses montagnes (Jeux olympiques 84), Mostar et Medjugorje, lieu de pèlerinage (desservi depuis la Croatie).

Stratégies sectorielles et investissement

- **Stratégies nationales et coopération interministérielle** : **Pour l'heure, il n'existe pas de stratégie nationale relative au tourisme, mais des stratégies au niveau des entités.** La Stratégie de développement du tourisme de la Fédération de Bosnie-Herzégovine pour 2021-2027 est en cours d'élaboration par le ministère fédéral de l'Environnement et du Tourisme, avec le soutien du projet USAID (Développement du tourisme durable en Bosnie-Herzégovine – Tourisme). Ce projet (20 M USD), mis en œuvre par Chemonics International, a pour but de soutenir la consolidation du secteur touristique en encourageant la collaboration entre tous les niveaux de gouvernement, l'industrie et les parties prenantes communautaires. La Republika Srpska (RS) a, quant à elle, déjà sa propre Stratégie de développement du secteur touristique de la RS pour la période 2016 – 2025 et également un Plan d'actions marketing touristique de la RS jusqu'en 2025. Ces stratégies visent à encadrer le développement du tourisme sur divers aspects : les produits touristiques, la stratégie marketing, les ressources humaines et la soutenabilité.
- **Articulation avec les problématiques de transport** : **Des projets d'envergure sont en cours, comme le Corridor Vc, (financé en partie dans le cadre du CIBO) et devant permettre de relier Budapest à Ploce (Croatie).** L'IFC est également en discussion avec le gouvernement de la FBiH pour la mise en concession de l'aéroport de Sarajevo.
- **Programmes des IFIs** : **Plus de 1,6 M EUR de subventions ont été accordées à des partenariats touristiques dans le cadre du projet EU4BusinessRecovery, financé par l'UE** et le gouvernement allemand et mis en œuvre par la GIZ. Les projets sélectionnés participeront au développement de produits touristiques, à un meilleur accès aux marchés internationaux et à la digitalisation du secteur.

Présence française et étrangères, opportunités d'investissements

- **Présence étrangère** : **Entre 1994 et 2020, la Bosnie-Herzégovine a été récipiendaire de 7,7 Mds EUR de flux nets d'IDE, dont 14% dans le secteur du tourisme,** avec comme principaux investisseurs l'Autriche, la Croatie, la Serbie et la Slovénie. Les chaînes hôtelières internationales sont très peu présentes dans le pays.
- **Présence française** : **Le groupe Accor** est présent en Bosnie-Herzégovine avec les marques Swissôtel (Sarajevo), Ibis Styles (Sarajevo), Novotel (Sarajevo), Mgallery (Sarajevo). En 2017, la France a financé sur FASEP (450 000 EUR) une étude sur le développement des stations de ski Bjelasnica-Igman et Jahorina, réalisée par le Cluster Montagne.
- **Opportunités** : Les opportunités d'investissement dans le secteur touristique, disponibles sur le site de l'Agence pour la promotion des investissements étrangers en Bosnie-Herzégovine, incluent plusieurs projets d'éco-tourisme (éco-villages, villages ethniques, fermes, parc écologique), plus grands projets hôteliers dans l'ensemble du pays, des projets de spa, culturels, maritimes et de sports d'hiver. Le pays compte une école hôtelière à Trebinje, et une licence en hôtellerie-restauration est proposée à l'Université Sinergija.

Bulgarie

Le tourisme en quelques indicateurs

| | |
|--|--|
| Contribution totale du secteur dans le PIB (2020 ; 2019) | 4,8 % du PIB en 2020 ; 10,7 % en 2019 |
| Contribution totale à l'emploi (2020 ; 2019) | 9,5 % en 2020 ; 10,6 % en 2019 |
| Part du secteur dans les exportations de B&S (2019) | 10,6 % des exportations (4,6 % en 2020) |
| Classement au WEF Competitiveness Index (2019) | 45 ^e sur 140 (45 ^e sur 136 en 2017) |
| Nombre de nuitées de touristes étrangers (2020 ; 2019) | 4,7 M en 2020 (17,5 M en 2019) |
| Saisonnalité (% nuitées estivales et hivernales en 2019) | 69 % estival, 7 % hivernal (touristes étrangers) |
| Part frontalière du tourisme international (2020 ; 2019) | 42 % en 2020 ; 43 % en 2019 |
| Principales destinations touristiques | Mer Noire, montagnes (Rila, Pirin, Rhodopes), villages (Melnik) et villes thermales (Hissaria, etc.) |
| Nombre de sites inscrits au patrimoine mondial UNESCO | 10 |

Dotée d'une histoire riche, la Bulgarie offre une grande variété de paysages, du littoral de la mer Noire aux montagnes du Pirin, en passant par les rives du Danube. Les stations balnéaires, stations de ski, villes thermales, villes (Plovdiv, Veliko Tarnovo), villages pittoresques, monastères et montagnes (Rhodopes, Pirin), attirent chaque année de plus en plus de touristes étrangers (+31 % de nuitées en 2019 par rapport à 2015) - à l'exception de l'année 2020.

▪ **Compétitivité : Classée 45^e sur 140 à l'indice compétitivité du WEF** pour le tourisme (stable par rapport à 2017), **la Bulgarie est performante en matière de santé et d'hygiène (5^e), de services à destination des touristes (12^e) et de compétitivité-prix (44^e)**. La sécurité

(93^e), les infrastructures de transport terrestre, maritime (76^e) et de transport aérien (73^e) entravent la compétitivité du secteur.

- **Principaux indicateurs macroéconomiques et statistiques : Avec une contribution totale de 10,7 % au PIB et de 10,6 % à l'emploi, le secteur touristique représentait un pan important de l'économie bulgare en 2019.** Si les diverses mesures de soutien (mesures budgétaires dont la prise en charge des salaires à hauteur de 60 % par l'Etat, baisse temporaire de la TVA à 9 % pour la restauration, subvention de 35 EUR par siège pour certains vols charter) ont permis d'atténuer l'impact de la pandémie, la chute des arrivées des touristes étrangers (-73 % en termes de nuitées), qui étaient à l'origine de 80 % des dépenses touristiques en 2019, a fortement contraint l'activité du secteur, à 4,8 % du PIB en 2020.
- **Origine des touristes : Le tourisme frontalier s'est renforcé en 2020 sous l'effet des restrictions de déplacement, pour atteindre 63 % des arrivées totales (contre 51 % en 2019).** Aussi retrouve-t-on les Turcs (21 % des arrivées) et les Roumains (20 %) aux premiers rangs des arrivées de touristes étrangers en 2020. Les touristes issus de l'Union européenne conservent la principale part des arrivées dans le pays. Le transport aérien représente une part non-négligeable des déplacements internes (23,5 % en 2019), la Bulgarie comptant 4 aéroports internationaux à Sofia (7,1 M de voyageurs en 2019), Plovdiv, Varna et Bourgas.
- **Principales destinations touristiques : Les stations balnéaires situées sur le littoral de la mer Noire demeurent la principale attraction touristique pour les touristes bulgares et internationaux, en témoigne la forte saisonnalité des nuitées (69 % des nuitées ont lieu lors des mois de juillet, août et septembre).** La topographie du pays (1/3 du territoire bulgare est constitué de montagnes) permet en outre la pratique du ski, notamment à Bansko, Borovets et Pamporovo, ainsi que de la randonnée (lacs de Rila, Pirin, Rhodopes). Les 160 monastères, stations thermales (dont Hissaria, St. Constantine et Elena) et les nombreux sites culturels sont également prisés par les touristes.

Stratégies sectorielles et investissement

- **Stratégies nationales et coopération interministérielle :** La [stratégie sur le développement durable du tourisme 2014-2030](#) porte les objectifs de l'amélioration de l'infrastructure touristique, de l'augmentation de la qualité des services, de la mise en œuvre des standards internationaux et met l'accent sur le développement du tourisme rural, de l'écotourisme, du tourisme sportif et d'aventure et du thermalisme. L'[accord de coalition](#), signé en 2021, inclut plusieurs priorités en matière de tourisme : (i) l'élaboration d'une stratégie régionale du tourisme ; (ii) le développement du tourisme balnéaire, de montagne, des SPA, du vélo-tourisme, du tourisme médical, du tourisme culturel, du tourisme de congrès ; (iii) l'élaboration d'un programme de soutien au secteur post-Covid ; (iv) le financement des projets liés au tourisme par la Banque bulgare du développement.
- **PNRR et UE : Le Plan national de relance et de résilience (PNRR), transmis à la Commission européenne le 15 octobre 2021, ne prévoit pas de mesures se rapportant directement aux infrastructures touristiques.** Toutefois, les investissements liés à la biodiversité (47,5 M EUR) et au secteur des transports (82,1 M EUR) pourront contribuer au développement du secteur du tourisme. L'axe 6 du programme opérationnel 'Régions en croissance' 2014-2020 (100,7 M EUR) avait été consacré au développement du tourisme régional et notamment à la préservation et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel. Le [projet de programme 'Développement régional' 2021-2027](#) prévoit également le financement des projets liés au tourisme durable (écotourisme, tourisme rural, culturel, gastronomique, médical).
- **Programmes des IFIs :** Le consortium SOF Connect (détenu par Meridiam, fonds français indépendant d'investissement) a démarré l'exploitation de l'aéroport de Sofia le 19 avril 2021, avec le soutien des IFIs (BERD, BEI, IFC, BSTDB).

Présence française et étrangères, opportunités d'investissements

- **Présence étrangère : Le stock d'investissements directs étrangers (IDE) dans le secteur de l'hôtellerie-restauration est faible, estimé à 683,4 M EUR fin 2020** (soit 1,4 % du stock total d'IDE). La présence internationale dans le secteur inclut notamment les hôtels Hilton, Kempinski, Radisson, Riu Hotels, et Marriott ainsi que plusieurs compagnies aériennes. La Bulgarie a signé des accords bilatéraux dans le secteur du tourisme avec 38 pays.
- **Présence française : Le groupe Accor gère 2 hôtels à Sofia (Novotel ; Ibis Sofia Airport) et un hôtel à Varna, ouvert en 2021 (Ibis Styles Golden Sands Roamer Hotel). En outre, plusieurs projets sont en cours de développement :** la construction d'un hôtel Ibis Styles (Sofia City), d'un hôtel 5 étoiles de la marque Pullmann dans le cadre du projet Okol Lake Parc à proximité de Sofia et de l'hôtel Emporium Plovdiv MGallery à Plovdiv (ouverture en 2022). Parmi les autres investisseurs français : le groupe ESI (deux hôtels à Varna : l'hôtel Albizia et l'hôtel Belle Epoque) et Garmen Hill (maisons d'hôtes dans le village de Garmen).

Croatie

Le tourisme en quelques indicateurs

| | |
|--|--|
| Contribution totale du secteur dans le PIB (2020 ; 2019) | 10,2 % du PIB en 2020 ; 24,3 % en 2019 |
| Contribution totale à l'emploi (2020 ; 2019) | 19,0 % en 2020 ; 22,2 % en 2019 |
| Part du secteur dans les exportations de B&S (2019) | 37,7 % des exportations (4,6 % en 2020) |
| Classement au WEF Competitiveness Index (2019) | 27 ^e sur 140 (32 ^e sur 136 en 2017) |
| Nombre total de nuitées (2020 ; 2019) | 40,1 M en 2020 ; 91,2 M en 2019 |
| Saisonnalité (% nuitées estivales et hivernales en 2019) | 70 % estival, 2 % hivernal |
| Part frontalière des nuitées (2020 ; 2019) | 17 % en 2020, 14 % en 2019 |
| Part du tourisme international dans total (2020 ; 2019) | 87 % en 2020 ; 92 % en 2019 |
| Principales destinations touristiques | Littoral et îles (Dubrovnik, Zadar, Split, Hvar, Pula, Mljet, Korcula, etc.), parcs naturels |
| Nombre de sites inscrits au patrimoine mondial UNESCO | 10 |

La Croatie est une destination prisée des touristes, accueillant plus de 17 millions de visiteurs étrangers par an. De Rijeka à Dubrovnik, le pays offre près de 600 km de côtes au pied des Alpes dinariques, bordée par les principales villes croates (à l'exception de sa capitale Zagreb) et flanquée par près de 1200 îles, îlots et récifs. Les 8 parcs nationaux, qui représentent 7,5 % de la surface totale du pays, attirent chaque année de plus en plus de visiteurs.

▪ **Compétitivité** : [Le classement favorable de la Croatie à l'indice compétitivité du WEF \(27^e sur 140 en 2019\) s'explique, pour partie, par la qualité des services \(5^e\), la soutenabilité environnementale en matière touristique \(14^e\) et les ressources naturelles \(20^e\), mais](#)

la compétitivité-prix (97^e), la disponibilité d'une main d'œuvre qualifiée (103^e) et l'environnement des affaires (123^e) freinent le développement du secteur.

- **Principaux indicateurs macroéconomiques et statistiques** : **Le secteur touristique est l'un des piliers de l'économie croate, représentant 22,2 % du PIB et 24,3 % des emplois en 2019.** La Croatie a enregistré une récession de -8,0 % en 2020, tirée par la chute des arrivées des touristes étrangers (-68 %) et de leurs dépenses⁹ (-66 %). Si les diverses mesures de soutien (chômage partiel, mesures budgétaires, prêts Covid) ont permis d'atténuer l'impact de la crise sanitaire et économique sur l'emploi (-15,6 % de l'emploi touristique en 2020 en g.a.), la valeur ajoutée du secteur s'est réduite de -61,9 %.
- **Origine des touristes** : **Les touristes étrangers sont principalement originaires de l'UE (80 % des nuitées en 2019)**, et issus de pays géographiquement proches, notamment d'Allemagne (24 %), de Slovénie (9 %), d'Autriche (8 %), de Pologne (7 %) et d'Italie (6 %). L'essor des vols charters et des vols low-costs, couplé au réseau d'aéroports internationaux du pays (Zagreb, Split, Dubrovnik, Zadar, Pula, Osijek et Rijeka), permet à la Croatie d'accéder à de nouveaux marchés en Europe occidentale, en Amérique du Nord et en Asie (Chine). Si le tourisme 'routier' demeure dominant (plus de 80 % des entrées sur le sol croate), l'entrée par voie aérienne se développe (17 % des entrées en 2019, contre 7,5 % en 2010).
- **Principales destinations touristiques** : **Les villes, villages et îles situés le long du littoral de la mer Adriatique sont, de loin, la principale destination des touristes internationaux.** Ainsi les régions d'Istrie (28 % des nuitées entre janvier et novembre 2021), de Split-Dalmatie (18 %), de la baie de Kvarner (18 % ; inclut notamment les îles de Cres, Krk, Pag, Rab et Losinj), de Zadar (15 %) ; de Sibenik-Knin (7 %) et de Dubrovnik-Nerevtna (6 %) ont concentré à elles-seules près de 93 % des nuitées de janvier à novembre 2021. La Croatie continentale, forte de ses parcs naturels, lacs et montagnes boisées, a représenté seulement 2 % du total des nuitées sur la même période.

Stratégies sectorielles et investissement

- **Stratégies nationales et coopération interministérielle** : La [stratégie nationale de développement de la Croatie jusqu'en 2030](#), adoptée en février 2021 et qui vise à remplacer la [stratégie de développement du tourisme 2013-2020](#), inclut un objectif de tourisme durable à faible émission carbone, innovant et résilient. Un plan national de développement durable du tourisme 2021-2027, en cours de préparation, devant préciser la mise en œuvre de la stratégie de développement, devrait être accompagné d'une évaluation environnementale stratégique. L'ensemble des documents devraient être adoptés d'ici la fin de l'année 2022.
- **PNRR** : Le [Plan national de relance et de résilience \(PNRR\)](#), approuvé par la Commission européenne en juillet 2021, inclut une composante touristique C1.6 « Développer un tourisme durable, innovant et résilient », qui prévoit : (i) la diversification régionale et la spécialisation du tourisme croate via des investissements dans des produits à haute valeur ajoutée (49,4 M EUR) et dans l'efficacité énergétique (74,1 M EUR) ; (ii) le renforcement de la compétitivité des grandes entreprises (83,0 M EUR) et des PME (74,7 M EUR) du secteur via des investissements dans le numérique (8,3 M EUR). La composante C2.3 « Transition digitale de la société et de l'économie » envisage la mise en place de nouvelles solutions numériques pour les systèmes d'information publique (5,3 M EUR).
- **Programmes des IFIs** : La BERD a mis en place en janvier 2020 [une ligne de crédit](#) de 100 M EUR, via la Erste Bank, destinées aux entreprises du secteur touristique (hôtels, marinas, camping, divertissement, voyageurs) en Croatie et au Monténégro. La BEI a financé plusieurs projets hôteliers en Croatie depuis 2014 (150 M EUR). [L'accord de garantie](#) (50 M EUR), signé en juin 2021 entre la BEI et la HBOR dans le cadre du fonds paneuropéen de garantie, pourra également bénéficier aux entreprises du secteur.

Présence française et étrangères, opportunités d'investissements

- **Présence étrangère** : **Les plus grands groupes hôteliers, qui représentent plus de 60% des capacités sont détenus par des investisseurs autrichiens, croates (y compris la diaspora chilienne), russes ou encore émiratis.** Membre de l'UE depuis 2013, la Croatie espère intégrer en 2023 l'espace Schengen et la zone Euro, ce qui accroîtra l'attractivité du pays.
- **Présence française** : Les investissements français sont limités et souvent individuels, mais le groupe Accor étend sa présence en Croatie, qui comprend l'hôtel Rixos Premium à Dubrovnik, avec l'ouverture en été 2021 de l'hôtel MGallery à Split. Le groupe prévoit l'ouverture d'un hôtel Movenpick à Split. La présence française est très marquée dans le domaine des infrastructures et principalement axée sur les transports aériens (concession de l'aéroport de Zagreb) et routiers (concessionnaire Bina Istra).
- **Opportunités d'investissement** : **Le ministère de l'Economie et du développement durable recense certaines opportunités d'investissements par comté [sur son site internet](#)**, notamment les projets publics et privés en recherche d'un investisseur ou d'un partenaire stratégique.

⁹ Les dépenses des touristes étrangers représentaient près de 89 % des recettes touristiques en 2019.

Le tourisme en quelques indicateurs

| | |
|--|---|
| Contribution directe estimée du secteur de l'hôtellerie-restauration au PIB et à l'emploi (2019) | 1,4 % du PIB ; 6,4 % de l'emploi |
| Contribution des flux de la diaspora (remises, tourisme, immobilier) au PIB (2021 ; 2020) | 43 % du PIB en 2021 ; 31 % en 2020 |
| Part estimée de voyages ayant un motif familial (2020) | 80 % en 2020 |
| Score à l'indice compétitivité touristique de l'OCDE (2021) | 1,5 sur 5 (moyenne régionale de 2,0) |
| Nombre de nuitées (2020 ; 2019) | 0,27 M en 2020 ; 0,49 M en 2019 |
| Part estimée des séjours de la diaspora, dont la durée excède 11 jours (2019) | 39 % |
| Part du tourisme international dans le total (2020 ; 2019) | 57 % en 2020 ; 66 % en 2019 |
| Part des nuitées BO dans le tourisme international (2019) | 41 % en 2020 ; 29 % en 2019 |
| Principales destinations touristiques en % nuitées (2019) | Pristina (44 %), Peja (31 %), Prizren (14 %), Ferizaj (4 %) |

Le tourisme au Kosovo se développe, tiré par les visiteurs de la diaspora localisée en Allemagne, en Suisse, en Italie et aux Etats-Unis, et par le tourisme frontalier, notamment albanais. Les membres de la diaspora viennent passer des vacances de longue durée au sein de leur famille, principalement durant l'été. L'offre touristique du Kosovo est réduite, mais peut compter sur des paysages variés (montagnes, plaines, canyons), des villes historiques (Gjakova, Peja, Prizren), de nombreux édifices religieux, des monuments historiques ainsi que sur des activités de plein air (randonnée, Via Ferrata, VTT, ski).

▪ **Compétitivité** : Au titre du rapport OCDE

d'évaluation régionale de la compétitivité (2021), le Kosovo obtient un score (1,5 sur 5) en dessous de la moyenne des Balkans occidentaux (2,0 sur 5) à l'ensemble des sous-dimensions de la composante touristique. Le pays est peu performant en matière de positionnement et d'image de marque, y-inclus la digitalisation du secteur (0,5 sur 5), de tourisme durable et compétitif (1,2 sur 5) et d'ouverture à l'international et d'infrastructures touristiques (1,5 sur 5).

- **Principaux indicateurs macroéconomiques et statistiques** : Selon l'institut des statistiques, le secteur de l'hôtellerie-restauration contribuait à hauteur de **1,4 % du PIB et 6,4 % de l'emploi en 2019**, mais la contribution totale réelle du tourisme, si elle est difficile à estimer, est plus vaste. Le FMI estime, dans l'article IV, que les flux liés à la diaspora (remises migratoires, tourisme, investissements immobiliers) ont représenté 44 % du PIB en 2021, dont environ 18 pp de PIB lié au tourisme, et que le surplus de la balance des services a atteint près de 14 % du PIB en 2021, contre 13 % en 2019. Le tourisme de la diaspora est résilient, fondé sur de forts liens familiaux et un solide attachement au pays d'origine, en témoigne la progression du nombre de visiteurs en 2021 par rapport à 2019 - unique en Europe - sous l'effet du « rattrapage » des voyages de la diaspora annulés par les conditions sanitaires.
- **Origine des touristes** : En 2019, le tourisme international était principalement issu des pays frontaliers, notamment d'Albanie (19 % des nuitées), et des pays où sont établis les Kosovars de la diaspora, à savoir l'Allemagne (12 %), la Suisse (8 %), les Etats-Unis (6 %) et l'Italie (3 %), ainsi que de Turquie (7 %). Rappelons à ce titre que l'Allemagne, la Suisse, l'Italie et les Etats-Unis concentrent respectivement 37 %, 27 %, 8 % et 5 % des membres la diaspora kosovare. Le tourisme international connaît une progression constante depuis 2008 (+400 % du nombre d'arrivées en 2019 par rapport à 2008), grâce à l'amélioration du réseau routier vers l'Albanie et la Macédoine du Nord. La mise en concession de l'aéroport international de Pristina en 2010 par un consortium franco-turc, ayant permis le doublement de sa capacité et la modernisation des infrastructures, a également contribué à l'essor du tourisme international (2,1 M de passagers en 2021, contre 1,1 M en 2008).
- **Principales destinations touristiques** : Les touristes internationaux et locaux privilégient, de loin, la capitale Pristina (44 % des nuitées en 2019), la région de Peja (31 %) et de Prizren (14 %), deuxième ville du Kosovo, accueillant notamment un quartier ottoman et une forteresse. Les touristes de la diaspora représentent moins de 20 % de la clientèle hôtelière.

Stratégies sectorielles et investissement

- **Stratégies nationales et coopération interministérielle** : Le Kosovo a mis en place un groupe de travail en charge de développer une stratégie sur le tourisme. La création d'une structure de gouvernance est également envisagée. Le secteur est toutefois inclus dans le Programme de réforme économique 2022-2024 (mesure 17), dans le programme du gouvernement 2020-2023, dans la stratégie nationale pour l'héritage culturel 2017-2020 et dans la stratégie et le plan d'action pour la biodiversité 2011-2020.
- **Développement de l'agrotourisme** : L'agrotourisme dispose d'un fort potentiel au Kosovo (viticulture à Rahovec, gastronomie, agriculture). Un programme de promotion du tourisme rural et de rénovation des infrastructures dans la région de Shala a été à ce titre financé par l'UE en 2012 (0,4 M EUR). Dans le cadre du programme régional pour la démocratie locale dans les Balkans occidentaux (ReLOaD), financé par l'UE, le PNUD a soutenu plusieurs projets menés par des organisations civiles pour le développement du tourisme rural et de l'agrotourisme.
- **Articulation avec les problématiques de transport** : La rénovation et construction des routes ferroviaires 7 et 10 et des routes 7 et 6b, financées dans le cadre du CIBO, devraient contribuer à l'essor du tourisme national et une meilleure intégration régionale. Parmi les projets financés par l'UE depuis 2020 : l'extension de l'éco-hôtel Magra Austria (Rugova), le développement d'une offre de ski « cat » (Junik), la modernisation de l'hôtel Konstantin (Gracanica).

Présence française et étrangères, opportunités d'investissements

- **Présence étrangère** : L'hôtellerie-restauration a représenté moins de 0,5 % des flux d'IDE en 2019 et 2020. Sur les 232 hôtels que compte le Kosovo, seules quelques chaînes hôtelières internationales sont représentées (Marriott, Best Western).
- **Présence française** : Le groupe Accor prévoit l'ouverture de l'hôtel Mercure Minamax Pristina en 2022. La France et la Macédoine du Nord ont signé un accord bilatéral en 2020, qui vise à permettre le développement des activités et des opérations de l'AFD dans le pays.
- **Opportunités d'investissement** : Le secteur du tourisme au Kosovo connaît une forte croissance, consolidée par les flux résilients de la diaspora, mais demeure très peu développé (absence de stratégie, manque d'infrastructures et d'offres de services). Mais il existe une pluralité d'opportunités d'investissements : construction d'hôtels, de logements de montagne, mise en place de systèmes d'information digitaux, écotourisme, etc. A noter que l'Université de sciences appliquées de Ferizaj offre un programme d'études dans le domaine du tourisme.

Macédoine du Nord

Le tourisme en quelques indicateurs

| | |
|--|---|
| Contribution totale du secteur dans le PIB (2020 ; 2019) | 3,3 % du PIB en 2020 ; 6,6 % en 2019 |
| Contribution totale à l'emploi (2020 ; 2019) | 5,7 % en 2020 ; 6,8 % en 2019 |
| Part du secteur dans les exportations de B&S (2019) | 5,1 % (360 M EUR) |
| Classement au WEF Competitiveness Index (2019) | 101 ^e sur 140 (89 ^e sur 136 en 2017) |
| Nombre total de nuitées (2020 ; 2019) | 1,7 M en 2020 (3,3 M en 2019) |
| Saisonnalité (% nuitées estivales/hivernales en 2019) | 57 % estival, 10 % hivernal |
| Part du tourisme international dans le total (2019 ; 2020) | 15 % en 2020, 48 % en 2019 |
| Part BO dans le tourisme international (2019 ; 2020) | 28 % en 2020 ; 15 % en 2019 |
| Principales destinations touristiques en % nuitées (2019) | Lacs, dont lac d'Ohrid (59 %), Skopje (19 %), spas (7 %), montagnes (5 %) |
| Nombre de sites inscrits au patrimoine mondial UNESCO | 2 |

Les atouts naturels et culturels de la Macédoine du Nord en font une destination de plus en plus attractive (+61 % du nombre de nuitées en 2019 par rapport à 2010). Son offre touristique est fournie, en toute saison : tourisme lacustre (43 lacs, dont le lac d'Ohrid classé par l'UNESCO), tourisme archéologique (Kokino, Tsosev Kamen), tourisme de montagne et de ski (Mont Korab, station de Popova Sapka), tourisme religieux (monastères, églises et mosquées ottomanes), tourisme de plein air (3 parcs naturels) et rural (villages, activités viticoles) et thermal.

▪ **Compétitivité : Classé 101^e sur 140 à l'indice compétitivité du WEF** (89^e en 2017), le pays est performant en matière de compétitivité-prix (26^e), de

santé et d'hygiène (42^e). La soutenabilité environnementale (132^e), la disponibilité des ressources naturelles (122^e), l'ouverture à l'international (119^e) et la priorité stratégique donnée au tourisme (114^e) sont des obstacles au développement du secteur.

- **Principaux indicateurs macroéconomiques et statistiques : Le secteur touristique contribuait, en 2019, à 6,6 % du PIB et à 6,8 % de l'emploi.** Si les diverses mesures de soutien (mesures budgétaires, chômage partiel, prêts, fonds pour le tourisme) ont permis d'atténuer l'impact de la crise sur l'emploi (-17 % en 2020 en g.a.), la forte chute des arrivées des touristes étrangers (-84 %) et de leurs dépenses (-54 %) ont fortement perturbé l'activité du secteur (3,3 % du PIB en 2020). Le tourisme domestique (51 % des nuitées en 2019) s'est montré davantage résilient, enregistrant une baisse de -14 % en termes de nuitées.
- **Origine des touristes : En 2019, le tourisme international était principalement issu des Balkans occidentaux (15 % des nuitées), de Turquie (10 %), des Pays-Bas (10 %) et de Pologne (8 %),** où des campagnes de promotion du tourisme sont régulièrement menées par l'agence de promotion du tourisme. La part de voyages ayant un motif « familial ou amical » s'élevait à 29 % en 2019, témoignant ainsi du poids de la diaspora (30 % de la population totale) dans le tourisme national. Si l'entrée sur le territoire par voie routière est privilégiée par les touristes, notamment par les points de passages frontaliers de Blatse, avec le Kosovo, (26 % des entrées) et de Tabanovtse (21 %), avec la Serbie, le transport aérien se développe. Le pays compte deux aéroports internationaux, à Skopje (88 % des passagers en 2019) et à Ohrid, accueillant 2,7 M de passagers par an.
- **Principales destinations touristiques : Les touristes internationaux et domestiques privilégient les structures d'accueil lacustres (59 % des nuitées en 2019), notamment aux abords des lacs d'Ohrid et de Prespa (environ 50 % du total de nuitées),** les hôtels et logements de la capitale Skopje (19 %), les spas (7 %) et les hébergements de montagne (5 %). Les hôtels 4* et 5* ont concentré près de 72 % du total des nuitées des touristes étrangers, contre 17 % des nuitées des touristes domestiques.

Stratégies sectorielles et investissement

- **Stratégies nationales et coopération interministérielle : La stratégie nationale pour le tourisme 2016-2021 définit comme principaux objectifs :** (i) la promotion de l'image de la Macédoine du Nord à l'étranger et le renforcement de son attractivité ; (ii) l'amélioration des structures organisationnelles de tourisme ; (iii) l'amélioration du climat des affaires et d'investissements ; (iv) l'amélioration des services et de la culture du tourisme ; (v) la sensibilisation des populations au tourisme. Selon le rapport compétitivité de l'OCDE, la majorité des mesures incluses dans la stratégie, n'ont, pour l'heure, pas encore été mises en œuvre.
- **Développement de l'agrotourisme :** Malgré un fort potentiel de l'agrotourisme, la stratégie susmentionnée n'exploite pas les synergies potentielles avec les secteurs agricoles et agroalimentaires. La [stratégie nationale pour le développement du tourisme agricole 2012-2018](#) et la [stratégie nationale du tourisme rural 2012-2017](#) n'ont, à ce jour, pas été renouvelées. Au niveau local, il existe [une stratégie pour le développement du tourisme rural de la municipalité de Pehcevo 2018-2023](#). Dans le cadre du programme régional pour la démocratie locale dans les Balkans occidentaux (ReLOaD), financé par l'UE, le [PNUD](#) a soutenu [plusieurs projets](#) menés par des organisations civiles pour le développement du tourisme rural et de l'agrotourisme (apiculture, foire touristique, etc.) [Le partenariat stratégique de la Banque mondiale pour la Macédoine du Nord 2019-2023](#) inclut comme objectifs l'augmentation des IDE dans le secteur du tourisme et la synergie avec les autres secteurs (agriculture, logistique, assurances).
- **Articulation avec les problématiques de transport : Plusieurs projets d'infrastructures de transport, qui permettront de renforcer la connectivité régionale,** sont en cours sur les corridors VIII (interconnexions ferroviaire et routière avec la Bulgarie et l'Albanie) et X (autoroute Skopje-Blace avec le Kosovo) – cf. LESE n°59. A noter que le développement du tourisme, des TICs et de l'agroalimentaire figurent dans les priorités du [programme de coopération 2021-2024 de la Suisse](#) (15 M EUR), mis en œuvre par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et la direction du développement et de la coopération (DDC).

Présence française et étrangères, opportunités d'investissements

- **Présence étrangère : La Macédoine du Nord compte 185 hôtels, dont 19 hôtels 5* et 54 hôtels 4*.** Parmi les chaînes hôtelières internationales présentes en Macédoine du Nord, notamment à Skopje et à Ohrid : Holiday Inn, Best Western, Marriott, Hilton, Wyndham.
- **Présence française : Le groupe Accor est présent en Macédoine du Nord, via la marque Mercure à Tetovo et les marques Ibis et Ibis Styles à Skopje.** A noter que la France et la Macédoine du Nord ont signé un accord bilatéral en février 2021, qui vise à permettre le développement des activités et des opérations de l'AFD dans le pays.
- **Opportunités d'investissement : Afin de développer le secteur, la TVA sur les produits touristiques a été réduite de 18 % à 5 % dans les zones de développement touristique.** Les investisseurs bénéficient d'une exonération de TVA et d'impôts sur les revenus pendant les 10 premières années suivant l'investissement. Les transporteurs (aérien, bus, ferré) et les voyageurs peuvent en outre bénéficier de [subventions](#) selon le moyen de transport utilisé, l'origine du touriste étranger et le nombre de personnes transportées.

Monténégro

Le tourisme en quelques indicateurs

| | |
|---|---|
| Contribution totale du secteur dans le PIB (2020 ; 2019) | 8,8 % du PIB en 2020 ; 30,9 % en 2019 |
| Contribution totale à l'emploi (2020 ; 2019) | 27,3 % en 2020 ; 31,9 % en 2019 |
| Part du secteur dans les exportations de B&S (2019) | 52,6 % des exportations (1,1 Md EUR) |
| Classement au WEF Competitiveness Index (2019) | 67 ^e sur 140 (72 ^e sur 136 en 2017) |
| Nombre total de nuitées (2020 ; 2019) | 2,6 M en 2020 (14,5 M en 2019) |
| Saisonnalité (% nuitées estivales et hivernales en 2019) | 75 % estival, 4 % hivernal |
| Part des BO dans le tourisme international (2020 ; 2019) | 48,9 % en 2020, 38,9 % en 2019 |
| Part du tourisme international dans total (2020 ; 2019) | 86 % en 2020 ; 96 % en 2019 |
| Principales destinations touristiques en % des nuitées totales, y-inclus tourisme domestique (2019) | Littoral (95 %) : Budva (32 %), Herceg Novi (21 %), Ulcinj (15 %), Bar (14 %) |
| Nombre de sites inscrits au patrimoine mondial UNESCO | 4 |

Petit pays de 620 000 habitants, le Monténégro est une destination touristique prisée (2,6 M de visiteurs en 2019). Le secteur est le moteur de l'économie monténégrine, les atouts naturels et culturels du pays étant nombreux : plage, baie de Kotor (plus grand fjord de Méditerranée), villages, monastères, régions montagneuses et karstiques. L'agrotourisme, dont le développement est contraint par l'état des infrastructures de transport dans l'arrière-pays, dispose d'un certain potentiel.

▪ **Compétitivité** : Malgré son attractivité, le pays est classé 67^e sur 140 à l'indice compétitivité du WEF (contre 72^e sur 136 en 2017), le manque d'infrastructures culturelles et de divertissement (130^e) et d'ouverture

internationale (115^e) entravant le développement du secteur. Sont saluées la qualité des services offerts aux touristes (24^e), la soutenabilité environnementale en matière touristique (26^e) et la compétitivité-prix (47^e).

- **Principaux indicateurs macroéconomiques et statistiques : L'économie du pays est principalement tournée vers le tourisme, qui représentait 30,9 % du PIB et 31,9 % de l'emploi en 2019 selon le WTTC.** En 2020, le Monténégro a enregistré la plus forte récession de la région, à -15,2 % du PIB, tirée par la chute (-86 %) des arrivées de touristes étrangers - qui composaient presque la totalité des nuitées en 2019 (96 %) et des recettes (89 %). L'impact sur l'emploi du secteur a été atténué par les nombreuses mesures de soutien (mesures budgétaires, chômage partiel, subventions, chèques touristiques). Grâce à une saison estivale réussie (-20 % de nuitées par rapport à 2019), le pays devrait renouer avec une croissance de +10,8 % en 2021, selon la Banque mondiale.
- **Origine des touristes : Le tourisme international est largement majoritaire au Monténégro, représentant 96 % des nuitées en 2019.** Les touristes sont principalement issus des Balkans occidentaux (39 % des nuitées en 2019), notamment de Serbie (21 %), ainsi que de Russie (25 %). Les Allemands (5 % ; 5^e) et les Français (3 % ; 7^e) sont les nationalités les plus représentées parmi les touristes de l'UE. Le transport routier demeure privilégié par les touristes domestiques et internationaux (67 %), suivi par le transport aérien (25 %) et ferroviaire (8 %). Le trafic aérien international est partagé par les aéroports de Podgorica (65 % des passagers) et de Tivat (35 %). A noter que le pays avait accueilli 490 bateaux de croisière en 2019, soit 650 000 passagers (contre 9 bateaux en 2020).
- **Principales destinations touristiques : L'essentiel des nuitées (95 % des nuitées en 2019) ont lieu dans les municipalités côtières, notamment à Budva (32 %), Herceg Novi (21 %), Ulcinj (15 %), Bar (14 %), Tivat (8 %) et Kotor (5 %).** Si l'agrotourisme dispose d'un certain potentiel et se développe, seulement 3 % des nuitées ont eu lieu dans l'arrière-pays en 2019 (6 % en 2020).

Stratégies sectorielles et investissement

- **Stratégies nationales et coopération interministérielle** : Selon le [projet de la Stratégie du développement du tourisme 2021-2025](#), en cours d'adoption, le développement du tourisme reposera sur une croissance durable, inclusive, verte et intelligente. Ce secteur restera la principale composante de l'économie du pays, et devrait contribuer à atténuer les disparités régionales. La stratégie souligne le besoin d'améliorer les capacités institutionnelles (inspection) et le cadre réglementaire, de développer les infrastructures, de diversifier l'offre et de renforcer le déploiement du numérique dans ce secteur. A noter que le critère de soutenabilité du tourisme était déjà un axe stratégique majeur au sein de la [stratégie de développement du tourisme jusqu'en 2020](#).
- **Stratégies des IFIs** : [La stratégie pays de la BERD 2021-2026](#) souligne la nécessité de diversification du modèle monténégrin, caractérisé par un tourisme balnéaire à très forte saisonnalité, via le développement de l'agrotourisme. L'objectif de synergie entre les secteurs agricole et touristique est également partagé par la Banque mondiale, dans [son cadre stratégique pour le Monténégro 2016-2020](#).
- **Programmes des IFIs** : **Parmi les projets de la BEI pouvant bénéficier directement ou indirectement aux entreprises du secteur** : (i) deux prêts de la BEI de 50 M EUR (100 M EUR au total), accordés [en septembre 2020](#) et en [novembre 2021](#), en faveur du fonds d'investissement et de développement du Monténégro ; (ii) le financement de la réhabilitation [180 km de routes](#) (80 M EUR), pouvant faciliter la connectivité de l'arrière-pays et le développement de l'agrotourisme. L'ensemble des projets de transport routier et ferroviaire (dont la revitalisation de lignes historiques), [financés dans le cadre du CIBO](#), bénéficieront à terme au développement d'un tourisme diversifié et inclusif.

Présence française et étrangères, opportunités d'investissements

- **Présence étrangère** : **Selon l'agence de promotion des investissements, le tourisme, avec un flux entrant de 3 Mds EUR (sur un total de 10,9 Mds EUR depuis l'indépendance du pays en 2006), est le premier secteur récipiendaire d'IDE du pays.** Les stations balnéaires de Porto Montenegro, Porto Novi et Lustica Bay constituent les investissements les plus importants, l'origine des fonds provenant en grande partie des EAU.
- **Présence française** : **Le groupe Accor** a signé, en novembre 2021, un contrat de franchise avec une société monténégrine, Biv Construction, pour la gestion de l'hôtel Teuta à Risan (Mövenpick) dans la baie de Kotor (protégée par l'UNESCO), qui sera ouvert en 2023. Accor devrait aussi ouvrir, en 2022, un hôtel de la marque Swissôtel sur la montagne Bjelasica à Kolasin, au nord du pays.
- **Opportunités d'investissement** : **Plusieurs projets de valorisation de zones côtières sont proposés aux investisseurs étrangers dans les municipalités de Bar, Herceg Novi et Ulcinj (Ada Bojana)**, auxquels s'ajoute la construction d'un écolodge dans le parc national de Lovcen (près de Cetinje). La volonté des autorités locales de diversifier l'offre touristique et d'atténuer les disparités régionales ouvre de nouvelles opportunités pour les sociétés françaises spécialisées dans l'aménagement des stations de sports de montagne. En outre, le nord du Monténégro, montagneux et jusqu'ici isolé, devrait être prochainement desservi par une autoroute qui reliera Podgorica à Kolasin. L'extension de la station de ski Zabljak fait partie de la liste des projets ouverts aux investisseurs étrangers par le ministère des Affaires étrangères monténégrin.

Roumanie

| Le tourisme en quelques indicateurs | |
|---|---|
| Contribution totale du secteur dans le PIB (2020 ; 2019) | 2,9 % du PIB en 2020 ; 6,1 % en 2019 |
| Contribution totale à l'emploi (2020 ; 2019) | 6,7 % en 2020 ; 6,8 % en 2019 |
| Part du secteur dans les exportations de B&S (2019) | 4,2 % des exportations (960 M EUR) |
| Classement au WEF Competitiveness Index (2019) | 56 ^e sur 140 (68 ^e sur 136 en 2017) |
| Nombre total de nuitées (2020 ; 2019) | 14,5 M en 2020 (30,1 M en 2019) |
| Saisonnalité (% nuitées estivales et hivernales en 2019) | 42 % estival, 16 % hivernal |
| Part frontalière du tourisme international (2020 ; 2019) | 68 % en 2020, 64 % en 2019 |
| Part du tourisme international dans total (2020 ; 2019) | 7 % en 2020 ; 18 % en 2019 |
| Principales destinations touristiques en % des nuitées totales, y-inclus tourisme domestique (2020) | Capitales des judets et Bucarest (37 %) ; montagnes (16 %), littoral (15 %) |
| Nombre de sites inscrits au patrimoine mondial UNESCO | 9 |

L'essor du tourisme en Roumanie depuis l'adhésion du pays à l'UE (+46 % des nuitées en 2019 par rapport à 2007), s'explique par la grande diversité des paysages roumains, de ses villes saxonnes fortifiées en Transylvanie, villages, châteaux, monastères en Bucovine, la riche faune (oiseaux) et flore du delta du Danube, et par l'intérêt croissant des touristes pour le monde rural et l'agrotourisme.

▪ **Compétitivité** : Classée 56^e sur 140 à l'indice compétitivité du WEF pour le tourisme (contre 68^e sur 136 en 2017), la Roumanie est performante en matière de sécurité (29^e), de santé et d'hygiène (36^e) et de compétitivité-prix (51^e). Les infrastructures de transport aérien (72^e), terrestre et maritime (83^e) et la priorité

stratégique donnée au tourisme (101^e) demeurent des obstacles au développement du secteur.

- **Principaux indicateurs macroéconomiques et statistiques** : En 2019, le secteur touristique représentait un pan important de l'économie roumaine, avec une contribution totale de 6,1 % au PIB et de 6,8 % à l'emploi. Si les diverses mesures de soutien (programmes de chômage partiel, compensations financières lorsque la perte de CA était supérieure à 20 % par rapport à 2019) ont permis d'atténuer l'impact de la pandémie, la diminution des arrivées de touristes étrangers (7 % des nuitées en 2020 contre 18 % en 2019) et de leurs dépenses¹⁰ (-80 %) ont fortement perturbé le dynamisme du secteur (2,9 % du PIB en 2020). Le nombre de nuitées s'est ainsi établi à 14,5 M en 2020, contre 29,9 M en 2019.
- **Origine des touristes** : Le tourisme international, à l'origine de 47 % du total dépenses des touristes en 2019, est principalement frontalier (64 % des arrivées en 2019) et issu des pays de l'UE (49 %, dont 2 % de touristes français). Si le transport terrestre demeure le moyen de transport privilégié pour entrer en Roumanie (75 % en 2019, 83 % en 2020), le pays compte 17 aéroports, dont 12 aéroports internationaux. L'aéroport de Bucarest est le plus important du pays (60 % des passagers) et offre des lignes aériennes vers la plupart des pays de l'UE, en particulier ceux accueillant la diaspora roumaine (Italie, Allemagne, Espagne, Royaume-Uni).
- **Principales destinations touristiques** : Les capitales des judets (départements) et Bucarest sont les destinations les plus prisées des touristes (37 % des nuitées en 2019), suivies par les régions montagneuses (16 %) et le littoral de la mer Noire (15 %). Les touristes étrangers privilégient les grandes villes (76 %) et les montagnes (7 %). L'agrotourisme se développe, près de 4 % des touristes étrangers ayant choisi une pension rurale pour leur séjour en Roumanie en 2019 (contre 2 % en 2009).

Stratégies sectorielles et investissement

- **Stratégies nationales et coopération interministérielle** : Les stratégies relatives au tourisme se sont multipliées ces dernières années : la stratégie tourisme 2019-2030, la stratégie pour le développement des investissements dans le tourisme (2017), la stratégie de développement de l'écotourisme (2019-2029) et la stratégie pour la régénération du tourisme balnéaire et médical (2019). Le tourisme demeure confronté à d'importantes pénuries de main d'œuvre (dont le déficit est estimé à 90 000 personnes) et à une faible qualification des employés. Le programme du nouveau gouvernement 2021-2024 souhaite rendre ce secteur plus compétitif et plus soutenable, notamment en encourageant les PPP, mais l'essentiel des mesures de promotion du tourisme se retrouvent dans le PNRR.
- **PNRR** : Parmi les principales mesures incluses dans le PNRR : promotion de 12 routes touristiques/culturelles, modernisation/création de musées ou de mémoriaux, mise en place du Centre national de coordination pour le vélo et création de 3.000 km de pistes cyclables, accès à la culture dans les zones défavorisées, développement d'un système digital pour le financement de la culture, digitalisation de la production de films. **L'allocation du PNRR pour le tourisme et la culture représente 449 M EUR en prêts**, mais les déboursements seront dépendants de la bonne mise en œuvre des projets de réforme pour le secteur, notamment : (i) la mise en place de la *Destination Management Organisation* (DMO), en charge d'augmenter la compétitivité du secteur et de promouvoir une transformation socio-économique des zones rurales et défavorisées ; (ii) la mise en œuvre d'un cadre pour la création de pistes cyclables au niveau national.
- **Programmes des IFIs** : La Roumanie fait partie des pays bénéficiaires du projet « cadre du patrimoine culturel » de la BERD (150 M EUR), approuvé en 2018, qui vise à une mise en valeur de sites historiques et culturels (projets privés et publics). Si le programme a été ultérieurement restreint à l'Ouzbékistan, des fonds pourront être alloués aux projets privés roumains jugés pertinents. A noter également le programme de conseil aux PME de la BERD, actif en Roumanie (66 % des projets sont réalisés en dehors de Bucarest).

Présence française et étrangères, opportunités d'investissements

- **Présence étrangère** : Le pays compte près de 8500 structures d'accueil, dont 4500 pensions et 1600 hôtels. L'industrie hôtelière comprend de grandes chaînes internationales telles que Marriott, Hilton, InterContinental ou encore BestWestern, avec des hôtels en franchise à capitaux le plus souvent roumains, les principaux investisseurs étrangers venant des Pays du Golfe, de Russie, de Grèce. Le marché des agences de voyages, qui rassemble plus de 3 000 entreprises, continue à être dominé par les marques roumaines.
- **Présence française** : Le groupe Accor, dont le siège régional Europe du Sud-Est est basé à Bucarest, est le principal investisseur français dans le secteur touristique en Roumanie, avec deux hôtels en propre à Bucarest sur une quinzaine d'hôtels dans le pays, souvent en franchise. Deux hôtels devraient ouvrir en 2022 (Ibis Styles Bucharest et le Mercure Brasov Cubix).
- **Opportunités d'investissement** : L'agrotourisme dispose d'un fort potentiel en Roumanie, l'agriculture représentant un pan majeur de l'économie du pays (5,2 % de la VAB et 21,2 % de l'emploi total en 2019), particulièrement en Bucovine, mais également aux alentours de Maramures, de Bran, de Sibiu et dans le parc naturel Apuseni.

¹⁰ Les dépenses des touristes étrangers représentaient 3,7 Mds EUR en 2019 contre 0,8 Md en 2020.

Le tourisme en quelques indicateurs

| | |
|--|---|
| Contribution totale du secteur dans le PIB (2020 ; 2019) | 2,8 % du PIB en 2020 ; 5,9 % en 2019 |
| Contribution totale à l'emploi (2020 ; 2019) | 5,0 % en 2020 ; 6,3 % en 2019 |
| Part du secteur dans les exportations de B&S (2019) | 7,4 % des exportations (1,8 Md EUR) |
| Classement au WEF Competitiveness Index (2019) | 83 ^e sur 140 (95 ^e sur 136 en 2017) |
| Nombre total de nuitées (2020 ; 2019) | 6,2 M en 2020 (10,1 M en 2019) |
| Saisonnalité (% nuitées estivales et hivernales en 2019) | 34 % estival, 19 % hivernal |
| Part du tourisme intra régional (Danube-Balkans) dans le tourisme international (2019) | 31 % (ALB et KOS non-inclus) |
| Part du tourisme international dans total (2020 ; 2019) | 20 % en 2020 ; 40 % en 2019 |
| Principales destinations touristiques en % des nuitées des touristes étrangers (2019) | Belgrade (54 %), Sumadija (20 %), Voïvodine (15 %) |

La Serbie est une destination touristique qui se développe, le nombre de nuitées effectuées par des visiteurs étrangers ayant presque triplé depuis 2010. Si la majorité des touristes passent leur séjour dans la capitale serbe, Belgrade, située sur les rives du Danube, le reste du pays dispose d'un fort potentiel, qu'il s'agisse des stations thermales et spas réputés (eaux minérales, boues thermales), des stations de ski, des parcs nationaux, villages, châteaux et monastères médiévaux.

▪ **Compétitivité : Classée 83^e sur 140 à l'indice compétitivité du WEF** (contre 95^e sur 136 en 2017), la Serbie est performante en matière de santé et d'hygiène

(26^e), de soutenabilité environnementale (40^e) et de digitalisation (56^e). La disponibilité des ressources naturelles (127^e), la priorité donnée par le gouvernement au secteur touristique (109^e) et les infrastructures de transport terrestres (85^e) demeurent des obstacles au développement du tourisme.

- **Principaux indicateurs macroéconomiques et statistiques : L'économie serbe étant diversifiée et peu dépendante du tourisme (5,9 % du PIB et 6,3 % de l'emploi en 2019), notamment international (seulement 39 % des nuitées en 2019)**, la récession enregistrée par le pays s'est limitée à -1,0 % du PIB en 2020. L'impact de la crise sanitaire a par ailleurs été atténué par deux programmes de mesures de grande ampleur (mesures budgétaires, chèques vacances, chômage partiel, subventions, prêts et garanties aux PME). Malgré l'absence d'un accord de reconnaissance de vaccination¹¹ avec l'UE, le tourisme international a progressé de +87 % sur les 11 premiers mois de l'année 2021, en glissement annuel.
- **Origine des touristes : Le tourisme domestique, majoritaire, concentre 60 % des nuitées.** En 2019, plus de 30 % des nuitées 'internationales' étaient le fait de touristes étrangers de la région Danube-Balkans : les Bosniens sont les premiers touristes internationaux en termes de nuitées (7 %), suivis par les Chinois (7 %), les Monténégrins (6 %), les Turcs (6 %) et les Russes (5 %). La route demeure le moyen de transport privilégié pour les déplacements internes, avec une part modale de 75 %, tandis que le transport ferroviaire, notamment transfrontalier, est négligeable (2 %). Le transport aérien (23 %) est partagé entre 2 aéroports internationaux à Belgrade (93 % des passagers) et à Nis (7 %).
- **Principales destinations touristiques : En 2019, l'essentiel des nuitées des touristes étrangers a eu lieu à Belgrade (54 %), dans la région centrale de Sumadija (20 %) et dans la Voïvodine (15 %), notamment à Novi Sad (capitale européenne de la culture en 2022), sur le Danube.** Les touristes domestiques et internationaux préfèrent les hôtels et chambres d'hôtes (55 % des nuitées) aux logements individuels. Les spas et les logements en montagne concentrent respectivement 28 % et 23 % de leurs nuitées.

Stratégies sectorielles et investissement

- **Stratégies nationales et coopération interministérielle : La stratégie de développement du tourisme 2016-2025 porte plusieurs grands objectifs:** (i) le développement économique et soutenable du tourisme en Serbie ; (ii) le renforcement de la compétitivité du secteur ; (iii) l'augmentation de la contribution du secteur au PIB et à l'emploi du pays ; (iv) la promotion et l'amélioration de l'image du pays à l'international. La stratégie identifie en outre les conditions au développement du secteur pendant l'exercice 2016-2025 : (i) l'accélération du processus d'intégration ; (ii) l'amélioration de l'image du pays à l'international ; (iii) l'intensification des travaux de construction des corridors routiers et ferroviaires internationaux ; (iv) l'amélioration du trafic aérien, via la mise en service d'aéroports peu utilisés ou délaissés ; (v) l'amélioration du cadre législatif en matière d'investissement, de tourisme et de PPP.
- **Articulation avec les problématiques de transport :** Le développement du tourisme est étroitement lié aux problématiques de transport. A ce titre, près 3,5 Mds EUR d'investissements ferroviaires sont prévus dans le cadre de la stratégie Serbie 2025 (contre 500 M EUR investis entre 2014 et 2019), et les travaux sur les corridors X et XI sont en cours (cf. LESE n°59).
- **Programmes des IFIs : La ligne de crédit de 200 M EUR mise en place par la BEI en 2021, via le fonds de développement de la République de Serbie, pourra bénéficier aux PME du secteur touristique.** A noter que la BEI a financé la construction de la télécabine de la station de ski de Kopaonik (Brzece – Mali Karaman), inaugurée en 2021 (27 M EUR).

Présence française et étrangères, opportunités d'investissements

- **Présence étrangère : L'industrie hôtelière est composée de grandes chaînes internationales, notamment à Belgrade, dont Radisson Blu, Crown Plaza et Holiday Inn (groupe InterContinental), Falkensteiner, Holiday Inn, Best Western, Marriott et Hilton.**
- **Présence française : Le groupe Accor** est présent en Serbie, via l'hôtel Mercure Excelsior à Belgrade, et prévoit l'ouverture de l'hôtel Bleeker Belgrade by Mercure en 2022. Le guide Michelin a fait ses premiers pas en Serbie, proposant désormais [une liste de 14 restaurants](#) recommandés à Belgrade. En matière de transport, le groupe **Vinci** a signé, en 2018, un contrat de concession de 25 ans pour l'aéroport international de Belgrade, principal aéroport du pays. **L'entreprise Poma** a construit à Zlatibor la télécabine la plus longue du monde (9 km), inaugurée en 2021.
- **Opportunités et obstacles :** L'acquisition de propriétés immobilières par des investisseurs étrangers [est restreinte par la loi serbe](#) : ils doivent notamment s'assurer que la condition de « réciprocité légale » est bien remplie, *i.e.* que leur pays d'origine a signé une convention bilatérale avec la Serbie (la France en fait partie). **A noter que la Serbie compte plusieurs formations hôtelières**, qu'il s'agisse de programmes d'études proposés par la faculté d'économie de l'université de Belgrade, de la faculté de gestion hôtelière et du tourisme de l'université de Kragujevac (à Vrnjacka Banja, station thermale réputée), de l'école de gestion hôtelière privée à Belgrade ou de l'université privée Singidunum.

¹¹ La Serbie a désormais un accord de reconnaissance mutuelle de vaccination avec plusieurs Etats membres (Roumanie, Hongrie, Slovaquie, Grèce, République Tchèque) et des réciprocités de fait en matière de reconnaissance des certificats de vaccination (France, Croatie, Slovaquie, Chypre).